



DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE
DU GOUVERNEMENT

**BOUGHALI SALUE
LE HAUT NIVEAU
DU DÉBAT
À L'ASSEMBLÉE**

Lire en page 5



**MASSACRES
DU 17 OCTOBRE
1961, UN CRIME
IGNOBLE
À L'ENCONTRE
DES ALGÉRIENS**

Lire en page 16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / LUNDI 16 OCTOBRE 2023 // N°662 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

METTANT AU POINT UNE
SÉRIE DE MESURES

**LE GOUVERNEMENT
SE DIT DÉTERMINÉ
À PRÉSERVER
LE POUVOIR D'ACHAT**

Lire en page 3



EN QUÊTE DE VISIBILITÉ
À L'INTERNATIONAL

**PLUS DE VINGT
START-UPS
ALGÉRIENNES
PRÉSENTES AU GULF
INFORMATION
TECHNOLOGY
EXHIBITION, À DUBAÏ**

Lire en page 6



IMPORTATION DE MATIÈRES
PREMIÈRES
ET DE PRODUITS
ET MARCHANDISES
DESTINÉS À LA REVENTE
EN L'ÉTAT

**L'EXÉCUTIF LÂCHE
LA BRIDE**

Lire en page 6



LE CHEF DE L'ETAT L'A ORDONNÉ HIER LORS DE LA RÉUNION
DU CONSEIL DES MINISTRES

Un «Conseil des ministres spécial » pour examiner le projet de loi de finance 2024



RISQUE D'EMBRASEMENT
AU MOYEN-ORIENT

**L'ENTITÉ SIONISTE
A PEUR DE
L'OUVERTURE
D'AUTRES FRONTS**

Lire en page 4





FONCTION PUBLIQUE
BONNE NOUVELLE POUR 280 000 FONCTIONNAIRES

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, samedi, que sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il a été décidé de lever, de manière définitive, le gel des promotions dans la Fonction publique, ce qui permettra à 280.000 fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté, d'en bénéficier.

Le Premier ministre qui répondait aux interrogations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement, a expliqué que cette



opération à laquelle un budget de 29,6 milliards de dinars a été alloué, se fera progressivement sur trois ans (2023, 2024, 2025), à raison de 100.000 promotions par an. Cette décision vise à rattraper le retard enre-

gistré depuis 9 ans. Benabderrahmane a souligné que le retour au processus ordinaire des promotions dans la Fonction publique "se fera à l'horizon 2026, en fonction des plans des res-

QUAND LE MAIRE DE NICE S'EN PREND À YUCEF ATAL

L'international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal, est dans la tourmente avec son club. En raison de sa solidarité via les réseaux sociaux avec la Palestine, cible, depuis plus d'une semaine, d'une brutale agression de l'entité sioniste, le latéral droit algérien a provoqué la colère en Côte d'Azur. Après l'ire de certains supporters niçois à cause de la position claire de Youcef Atal dans ce contexte de guerre déclenchée en Palestine, Christian Estrosi, l'actuel maire de Nice, s'est cru obligé d'en rajouter une couche. Il a, en effet, réclamé des excuses de la part du joueur algérien, sinon il sera dans l'obligation de quitter son club, les Aiglons.

"J'attends de Youcef Atal, s'il s'est laissé instrumentaliser, de présenter ses excuses et de dénoncer les terroristes du Hamas. Si tel n'était pas le cas, il n'aurait plus sa place dans notre club, l'OGC NICE", a, notamment martelé le maire sur son compte X.

LE COUSCOUS D'ALGÉRIE PRIMÉ

L'Algérienne Goussem Bouziane a remporté le premier prix d'un concours international consacré au couscous, tandis que le Tunisien Narges Bedjaoui est arrivé à la deuxième place. La troisième place est revenue à Hakima Sadi d'Alger au concours international de couscous, qui était organisé dans le cadre du Festival International du Couscous dans sa sixième édition. Les trois lauréats du couscous algérien ont participé au concours qui s'est tenu les 10/11/12 octobre 2023 au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria. Les participants ont préparé différents types de couscous, notamment du couscous au chêne, au thym, au blé, à l'orge et d'autres types. Sheherazade Shaioura, la gouverneure du Douai Couscous Festival, a expliqué que cette année l'invitation n'était pas générale et destinée au grand public, mais plutôt sur invitation uniquement, notant que cette édition a réuni des chefs spécialisés en cuisine qui travaillent sur le patrimoine matériel et immatériel.

L'OCI TIENDRA À DJEDDAH UNE RÉUNION MINISTÉRIELLE D'URGENCE POUR DISCUTER DE L'AGRESSION SIONISTE

Le Comité exécutif de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) tiendra, mercredi prochain à Djeddah, une réunion extraordinaire d'urgence au niveau ministériel pour discuter de l'agression sioniste dans la bande de Gaza et de la détérioration de la situation humanitaire en Palestine. La réunion extraordinaire devrait se tenir au siège du Secrétariat général de l'OCI à Djeddah à l'invitation du Royaume d'Arabie saoudite, président du Sommet islamique lors de sa session en cours et président du Comité exécutif de l'Organisation de la coopération islamique. Samedi, le Secrétariat général de l'OCI avait exprimé son rejet et sa condamnation absolus des appels de l'occupation sioniste au déplacement forcé du peuple palestinien et des tenta-

tives de transférer la crise humanitaire exacerbée par l'occupation vers les pays voisins. L'Organisation avait aussi fermement condamné l'empêchement de l'arrivée de fournitures médicales et de secours ainsi que de produits de première nécessité dans la bande de Gaza, considérant cela comme "une punition collective et une violation flagrante du droit international humanitaire". Elle avait également renouvelé son appel à la communauté internationale pour qu'elle agisse d'urgence et prenne des mesures efficaces pour mettre fin à toutes les formes d'agression sioniste contre le peuple palestinien, soulignant la nécessité de fournir des couloirs humanitaires pour fournir les services de base à la population de la bande de Gaza.

FACE À DES PRESSIONS FRANÇAISES, LA CHAÎNE AL AQSA TV ANNONCE L'ARRÊT DE SA DIFFUSION

La chaîne satellitaire Al Aqsa a annoncé samedi 14 octobre dans un communiqué, la fin de ses diffusions sur le satellite "Eutelsat" suite à des pressions françaises. "Face aux crimes perpétrés contre les enfants de notre peuple à Gaza - qui mènent avec patience et détermination la bataille 'le Déluge d'Al Aqsa' - et en continuant à prendre pour cible et tuer des journalistes à Gaza en privant les témoins de témoigner, l'entreprise française de satellites Eutelsat a décidé de couper la diffusion de la chaîne Al Aqsa TV

en réponse aux pressions du gouvernement français et en se soumettant au gouvernement de l'occupant israélien", peut-on lire dans le communiqué. Ainsi, elle considère cette interruption de "violation flagrante et choquante contre toutes les normes de la liberté d'expression et qui va à l'encontre des lois internationales contre la liberté d'expression et le droit à faire entendre la voix de notre peuple opprimé". Al Aqsa TV est une chaîne de télévision appartenant au mouvement Hamas, créée en 2006 et diffusée depuis Gaza.

L'ACTEUR FRANÇAIS D'ORIGINE ALGÉRIENNE MARWAN BERRENI S'EST-IL SUICIDÉ ?

Le corps sans vie de l'acteur français d'origine algérienne, Marwan Berreni, a été retrouvé, et la piste du suicide est envisagée. En effet, un corps qui pourrait être celui de Marwan Berreni a été retrouvé dans le Rhône et est en cours d'identification. L'acteur de "Plus belle la vie" est porté disparu depuis le 3 août dernier, suite à un accident impliquant son véhicule et après lequel il avait pris la fuite et disparu. Les événements se sont accélérés à partir du 12 octobre. Un corps a été retrouvé jeudi 12 octobre dans le département du Rhône, nous apprend Le Parisien. Celui-ci a été retrouvé dans une maison inhabitée depuis plusieurs mois, à Corcelles-en-Beaujolais, non loin de la commune où le véhicule de Marwan Berreni a été retrouvé. Le corps retrouvé est toujours en cours d'identification par les enquêteurs. Il s'agirait bien de Marwan Berreni, selon les informations de Djalia.dz; informations puisées dans le magazine Paris-Match. Il est âgé de 34 ans. La piste du suicide est privilégiée. Une enquête pour faire toute la lumière sur les causes de la mort de cette personne a en tout cas été ouverte, a annoncé la procureure de la République. Marwan Berreni est porté disparu depuis le 3 août 2023. A cette date, son véhicule est impliqué dans un accident de voiture sur le parking d'une boîte de nuit à Mâcon. Une femme de 37 ans avait été grièvement blessée. La carte d'identité, la carte bancaire et le permis de l'acteur de Plus belle la vie ont été retrouvés à proximité du corps retrouvé ce jeudi après-midi." Une autopsie a été ordonnée. L'acteur est d'origine algérienne par son père, Mourad, qui a été le premier à s'intégrer dans l'industrie du cinéma en France, et de ce fait ouvrir la voie de la comédie à Merwan.

L'UE ANNONCE TRIPLER SON AIDE HUMANITAIRE À GHAZA

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé samedi un triplement de l'aide humanitaire de l'UE, à 75 millions d'euros, pour la population palestinienne de la bande de Gaza, en proie à une agression sioniste. «La Commission va immédiatement augmenter de 50

millions d'euros l'enveloppe actuelle d'aide humanitaire prévue pour Gaza. Cela portera le total à plus de 75 millions d'euros», a déclaré la responsable allemande après s'être entretenue avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. «Nous poursuivrons notre étroite coopération avec les Nations unies et ses agences pour nous assurer que cette aide parvienne à ceux qui en ont besoin dans la bande de Gaza», a-t-elle précisé dans un communiqué. Le com-

missaire européen à la gestion des crises, Janez Lenarčič, a souligné qu'il était «essentiel de garantir un accès sûr et sans restriction à l'aide humanitaire». A rappeler qu'au moins 2 268 Palestiniens sont tombés en martyrs et 9 814 autres ont été blessés, dans l'agression sioniste en cours contre la bande de Gaza et la Cisjordanie occupées, selon un nouveau bilan provisoire communiqué, samedi, par les autorités palestiniennes.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

METTANT AU POINT UNE SÉRIE DE MESURES

Le gouvernement se dit déterminé à préserver le pouvoir d'achat

Pour lutter contre les «pratiques spéculatives, le gouvernement a décidé de déterminer les marges bénéficiaires afin de préserver le pouvoir d'achat» a-t-il indiqué. Le Premier ministre a ajouté en ce sens que le gouvernement avait fini de préparer un décret visant à déterminer les marges bénéficiaires maximales pour les légumes secs, le riz et les matières premières.»

Le Gouvernement est déterminé à préserver le pouvoir d'achat des ménages et à limiter l'impact des hausses sur le marché international. Quel est le mode d'emploi pour pouvoir y parvenir ? Plafonnement des prix des produits de large consommation, constitution de stocks de sécurité, soutien des prix des produits de première nécessité, importation de viande rouge et blanche, réduction de droit de douane à l'importation de viande rouge, augmentation de l'offre locale en légumes secs, tels sont les grandes mesures prises dans ce cadre. Dans ses réponses aux questions et préoccupations des députés relatives à la déclaration de politique générale, synonyme de bilan du gouvernement en 2022-2023, le premier ministre a esquissé le plan du gouvernement pour protéger le pouvoir d'achat des ménages. Une question qui revêt une importance capitale pour le chef de l'Etat et le gouvernement, a laissé entendre le premier ministre Aïmene Abderrahmane. Il a souligné que la protection du pouvoir d'achat est un enjeu vital et une question primordiale pour le Président de la République et le gouvernement. «Maintenir le pouvoir d'achat est une ligne rouge», a-t-il lancé. Première mesure court terme annoncée lors de ses réponses

aux interrogations des députés, le plafonnement des prix des produits de large consommation. Une revendication des associations de consommation face aux flambées récurrentes de prix des produits de large consommation.

AIMENE BENABDERRAHMANE : MAINTENIR LE POUVOIR D'ACHAT DES CITOYENS EST UNE LIGNE ROUGE»

«Pour lutter contre les pratiques spéculatives, le gouvernement a décidé de déterminer les marges bénéficiaires afin de préserver le pouvoir d'achat» a-t-il indiqué. Le premier ministre a ajouté en ce sens que le gouvernement avait fini de préparer un décret visant à déterminer les marges bénéficiaires maximales pour les légumes secs, le riz et les matières premières.» C'est la première réponse de l'exécutif à la flambée actuelle des prix des légumes secs. En clair, le plafonnement des marges bénéficiaires des grossistes et des détaillants permettra à travers cette décision de stabiliser les prix des légumes secs. Mais il s'agit de savoir si cette mesure sera étendue aux prix des légumes, de la viande rouge et du poulet. Les associations de consommateurs, rappelons-le,



appelait depuis des années à ce que cette mesure soit non seulement appliquée mais qu'elle touche une liste plus large de produits de large consommation. Le Premier ministre a déclaré en ce sens qu'il n'y aura de retour à l'importation anarchique de légumes sec mais l'on compte renforcer le stockage en prévision du mois de ramadan. « C'est honteux pour nous d'importer des légumes secs» a-t-il ajouté. Il a précisé qu'un stock stratégique de 12 mois en

légumes secs sera constitué en prévision du ramadan. Le premier ministre a affirmé que des mesures urgentes doivent être mises en place pour atteindre la sécurité alimentaire. A cet égard, il a indiqué que le gouvernement a décidé d'étendre la superficie réservée aux légumes secs à 150.000 hectares. L'autre mesure pour protéger le pouvoir d'achat de la majorité des citoyens est le maintien de la politique de subventions. Le premier ministre a précisé que 582 milliards de dinars ont été

déboursés pour soutenir les prix du lait, du sucre et de l'huile. Une enveloppe de 582 milliards de dinars pour soutenir les prix du lait, du sucre et de l'huile Autre mesure : l'importation de viande rouge et blanche pour faire baisser les prix de ces protéines animales qui ont connu ces derniers temps des prix sans précédent. La décision sera accompagnée par une baisse des droits de droit de douane à l'importation de la viande rouge prévue dans la loi de finances 2024 : de 30% à 5%. L'un des objectifs pour la viande blanche à travers cette mesure est de constituer un stock de sécurité de viande blanche pour maintenir les prix du poulet lors du prochain ramadan. Selon le premier ministre, la hausse des prix de certains prix de large consommation est conjoncturelle. «Ce problème de hausse des produits de large consommation sera réglé d'ici à la fin de l'année» a-t-il affirmé. Le premier ministre avait dans sa déclaration de politique générale annoncé que l'inflation allait passer de 9% en 2023 à 7,5 % à la fin de l'année 2023. Mais la question est de savoir si toutes ces mesures positives permettront-ils de juguler ces hausses récurrentes de prix sur les produits de large consommation.

Khaled Remouche

APPROVISIONNEMENT EN DIFFÉRENTS PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

L'Exécutif a décidé d'en finir avec les perturbations du marché

«Nous allons en finir avec toutes les perturbations que connaît l'approvisionnement du marché national en différents produits de large consommation et ce, avant la fin du mois de décembre prochain», a assuré le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, dans ses réponses aux questions soulevées par les députés, à l'occasion du débat autour de la déclaration de politique générale du gouvernement. Le Premier ministre a souligné les efforts déployés par le ministère du Commerce depuis la fin de l'année dernière dont le but est d'améliorer la disponibilité de certains produits de première nécessité tels que la semoule, le lait subventionné, l'huile et autres. Benabderrahmane a également tenu à assurer que ces perturbations et ces flambées de prix «sont strictement conjoncturelles et qu'elles seront définitivement résorbées avant le 31 décembre prochain». Le Premier ministre a dans le même chapitre évoqué le recours aux marchés extérieurs pour stabiliser les approvisionnements du marché national, mettant en avant le fait que le gouvernement n'est pas contre l'importation mais que celle-ci ne doit désormais intervenir qu'en guise de mesure de régulation du marché. Car, a-t-il affirmé, «il n'est plus question de revenir aux anciennes logiques d'importation

anarchique auxquelles d'aucuns cherchent à nous pousser». Il a par ailleurs fait remarquer que le renchérissement des prix de certains produits est aussi dû en grande partie à des phénomènes d'inflation importée en raison du contexte difficile que connaît le marché international. Benabderrahmane a parlé à ce sujet d'autres mesures prises au niveau de la banque d'Algérie afin d'y faire face, à savoir celles visant surtout à renforcer la valeur du dinar en vue d'aider à protéger le pouvoir d'achat des ménages. Les chefs des groupes parlementaires ont salué, dans leurs interventions respectives, l'effort fait par le gou-

vernement en vue de stabiliser et de faire évoluer l'économie vers un mode de fonctionnement plus efficace. Ainsi, le chef du groupe parlementaire du Front El Moustakbal, Fateh Boutbik, est revenu sur les indicateurs économiques figurant dans la Déclaration de politique générale. Il les a qualifiés de «positifs». Ils attestent, dit-il, de l'importance des efforts consentis par l'Etat pour enrayer les dysfonctionnements et atteindre la relance économique aspirée. Boutbik fait observer que, selon la déclaration de politique générale, le gouvernement a réussi à maîtriser la finance publique, appelant à la mise en place des réseaux

de veille et d'écoute, en coordination avec les organisations professionnelles et de protection du consommateur, afin d'anticiper l'évolution du marché et d'intervenir à temps. Tout en saluant la politique sociale de l'Etat, Boutbik juge nécessaire de bannir toutes les pratiques bureaucratiques qui persistent dans certaines institutions administratives. De son côté, M'hamed Touil, chef du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND), a mis en exergue le respect de l'engagement du l'Exécutif à présenter, dans les délais, sa déclaration de politique générale.

Youcef S.

Algérie-Vietnam : début aujourd'hui à Hanoï de la 12^e commission mixte

Les travaux de la 12e session de la commission mixte algéro-vietnamienne débuteront aujourd'hui, à Hanoï (Vietnam), a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Présidée du côté algérien par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, et du côté vietnamien par le ministre de la Construction, Nguyen Van Thang, la commission aura à examiner les moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays, ajoute le communiqué. La rencontre constituera pour les deux parties une occasion d'évaluer la coopération bilatérale et d'examiner les

nouvelles perspectives de partenariat et d'investissement, en vue de donner un nouveau souffle aux relations bilatérales». En marge de la tenue de la commission mixte, le ministre présidera les travaux du Forum des hommes d'affaires algéro-vietnamien. La visite qui s'inscrit dans «le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis, notamment dans le domaine commercial», sera également une occasion «pour conclure des accords de coopération dans plusieurs domaines», précise la même source.

R. N.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

PLUS DE DEUX MILLIONS DE PALESTINIENS MENACÉS DE MANQUE D'EAU

Plus de deux millions de Palestiniens sont menacés en raison du manque d'eau à Gaza, averti l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa), appelant à la levée du siège complet imposé à l'enclave palestinienne pour acheminer l'aide humanitaire «dès maintenant». «C'est devenu une question de vie ou de mort. C'est une nécessité : le carburant doit être livré dès maintenant à Gaza pour rendre l'eau disponible à deux millions de personnes», a déclaré le Commissaire général de l'Unrwa, Philippe Lazzarini. «Nous devons acheminer du carburant par camion vers Gaza maintenant. Le carburant est le seul moyen pour les gens d'avoir de l'eau potable. Dans le cas contraire, des personnes commenceront à mourir de déshydratation sévère, notamment de jeunes enfants, des personnes âgées et des femmes. L'eau est désormais la dernière bouée de sauvetage. J'appelle à ce que le siège de l'aide humanitaire soit levé maintenant», a-t-il ajouté. Dans la bande de Gaza où aucun approvisionnement humanitaire n'est autorisé à entrer depuis une semaine, l'eau potable s'épuise, après que l'usine d'eau et les réseaux publics d'eau ont cessé de fonctionner. Les Palestiniens sont désormais obligés d'utiliser de l'eau sale, augmentant ainsi les risques de maladies d'origine hydrique. Gaza est également sans électricité depuis le 11 octobre, ce qui a impacté l'approvisionnement en cette substance vitale. A la base de l'ONU, dans le sud de la bande de Gaza, où l'Unrwa a transféré ses opérations, l'eau potable vient également à manquer. Des milliers de personnes y ont trouvé refuge après que l'occupation sioniste a lancé un avertissement aux habitants leur demandant de quitter leurs maisons situées dans le nord de l'enclave palestinienne. Rien qu'au cours des 12 dernières heures, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées. L'exode se poursuit et près d'un million de personnes ont été déplacées en une seule semaine. «Malgré l'ordre d'évacuer plus d'un million de personnes du nord de Gaza vers le sud de l'enclave, nombre d'entre elles, notamment les femmes enceintes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, ne pourront pas fuir la zone. Elles n'ont pas le choix et doivent être protégées à tout moment», précise l'Unrwa dans son communiqué.

R.N./Agences

RISQUE D'EMBRASEMENT AU MOYEN-ORIENT

L'entité sioniste a peur de l'ouverture d'autres fronts

Si l'entité sioniste lance une attaque terrestre sur Gaza, le risque d'un embrasement de toute la région est présent dans toutes les analyses. Le développement des événements au dixième jour du déclenchement de l'opération «Déluge d'Al-Aqsa» lancée par la branche armée du Hamas fait planer le risque d'une situation incontrôlable sur tous les fronts.

Déjà que le Hezbollah libanais avait annoncé, avant-hier samedi, qu'un de ses membres, à savoir le député Ali Youssef Alaeddin, a été tué dans un bombardement israélien au sud du Liban. Plus tôt samedi, il a été annoncé qu'un homme et sa femme étaient morts et que deux autres avaient été blessés dans un bombardement d'artillerie israélien sur la ville de Chebaa, au sud du Liban, ce qui porte le nombre de Libanais martyrisés par les tirs israéliens, à 7 personnes, dont 4 combattants du Hezbollah et un journaliste travaillant pour Reuters. Samedi, le Hezbollah a annoncé avoir ciblé des positions israéliennes avec des «missiles guidés et des obus de mortier dans la zone contestée des fermes de Chebaa, dans un contexte de tensions persistantes entre les deux parties et d'une guerre d'une semaine entre l'entité sioniste et le mouvement palestinien Hamas dans la bande de Gaza assiégée. Le Hezbollah a annoncé qu'aujourd'hui samedi des groupes de la Résistance islamique ont attaqué les sites sionistes dans les fermes libanaises occupées de Chebaa, à savoir : Al-Radar, Ruwaisat Al-Alam, Al-Samaqa, Zibdin et Ramtha, avec des missiles guidés et des obus de mortier. « Le Hezbollah s'est jusqu'à présent contenté d'une intervention limitée dans la guerre, mais les analystes estiment qu'il pourrait être contraint d'ouvrir un nouveau



front si Israël lance une attaque terrestre sur Gaza. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Galant, a déclaré, quant à lui, ce dimanche qu'Israël «n'avait aucun intérêt à mener une guerre sur son front nord. «en ajoutant que «si le Hezbollah libanais fait preuve de retenue, Israël respectera la situation le long de la frontière telle qu'elle est aujourd'hui. «Ainsi, l'armée sioniste se prépare à la pire éventualité, à savoir une guerre sur au moins deux fronts, le front nord et le front de Gaza, et peut-être même une multiplication des émeutes et des tentatives d'attaques depuis la Cisjordanie. De son côté, le président américain Joe Biden tente de renforcer la dissuasion israélienne par la présence navale américaine, notamment contre l'Iran et le Hezbollah qui aurait pour mission d'intercepter un éventuel barrage de missiles du Hezbollah ou de l'Iran, et attaquer depuis les airs à l'aide d'avions décollant de porte-avions et de bases américaines au Moyen-Orient, y compris des escadrons d'avions F-35 qui seraient en alerte

maximale. En plus de ce soutien, les États-Unis assurent une assistance militaire en fournissant à l'armée israélienne des armes aériennes avancées et des missiles intercepteurs, actuellement situés dans les entrepôts américains en Israël et dans les bases militaires si l'armée israélienne est obligée de faire la guerre sur deux ou plusieurs fronts en même temps. Il existe, estiment les observateurs, également une autre manière : l'aide politique que les États-Unis apportent à l'entité sioniste, que ce soit auprès des Nations Unies ou en mobilisant le soutien de leurs alliés en Amérique du Nord et en Europe. D'ailleurs, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, le dit clairement, ce dimanche, à la chaîne CBS : «Nous ne pouvons pas écarter l'hypothèse que l'Iran décide de s'impliquer directement d'une manière ou d'une autre, et nous devons nous préparer à toute éventualité». Le Moyen-Orient est à un pas de l'embrasement...

M. H.

MANIFESTATIONS

Jour de colère dans le monde arabe et musulman

Juif antisioniste aux positions tranchées, ami de l'Algérie et de la Palestine depuis de très longues années, Jacob Cohen décrypte pour l'Express les dessous de cartes au sujet de ce qui se passe en Palestine, connu pour l'intelligence de ses analyses, l'auteur de «Main basse sur Tighir» est écrivain, romancier, politologue et analyste lucide et pertinent ; dans ses propos, il livre pour nos lecteurs un regard froid sur la situation. «Ce que je voudrais dire sur le conflit Gaza-Israël, c'est que l'Etat profond sioniste aura rétabli la cohésion intérieure en sacrifiant un millier de ses citoyens. Et avec la bénédiction d'un Occident veule et complice, il se livre à une nouvelle dévastation d'une population ghazaouie sans défense et au mépris de toutes les règles humanitaires et du droit de la guerre «Moi qui suis l'actualité israélienne d'assez près, j'ai remarqué un changement extraordinaire dans la société d'Israël et cela me fait dire que l'Etat israélien profond n'est pas assez mécontent que cela (les attaques des Brigades Al Kassam) arrive. Dans quelle mesure il y a contribué réellement ? Personne ne peut le dire, mais on le saura un jour. «L'Etat profond était inquiet, du fait non pas d'une guerre interne, mais d'un certain nombre de problèmes quasi insurmontables. Il y a eu, par exemple, une bataille entre religieux qui voulaient prier à Tel Aviv et les autorités, et nous avons vu comment, et avec quelle brutalité, ils en furent empêchés; on s'est adressé à la Cour suprême pour leur interdire la prière. Donc la guerre intérieure politique se doublait d'une guerre religieuse.

Voilà où en était la société, mais aujourd'hui, il y a un changement radical au sein de cette même société grâce aux attaques du Hamas». «Comme lors de la guerre des Six-Jours et la guerre du Kippour, il y a aujourd'hui le même état d'esprit, c'est-à-dire un état d'esprit de patriotisme exacerbé tout à fait extraordinaire. Finies les divergences, les différences, idem des réservistes qui ne voulaient pas travailler pour le gouvernement ; des jeunes sont rentrés de l'étranger, avec des comités d'accueil de jeunes filles, les éditorialistes chantent à l'unisson "nous sommes redevenus un peuple qui se bat pour son existence". «Puis il y a l'appui international, l'Occident spécialement, les gouvernements et les médias, je le précise. Cela me pousse à penser que l'Etat profond a réussi son coup, même si le prix à payer était élevé, mais pour l'Etat sioniste, la mort de 1 000 personnes, ça n'a pas d'importance. Je ne vais pas aborder les détails techniques, mais on sent ces dysfonctionnements qui sont extravagants pour un pays en guerre. Il y a une hystérie, une "hystérisation" de l'opinion publique israélienne. Parler de guerre existentielle, c'est ridicule. Et c'est quand je regarde les résultats obtenus à l'interne que je me dis que le Mossad, ou l'Etat profond, ont joué pour colmater les brèches et éviter l'effondrement de l'Etat. Bon, moi je vous donne mon sentiment, car il est vrai que seulement quelques dizaines de personnes détiennent la vérité. Maintenant, les bombardements vont permettre de décharger la haine des israéliens, mais les israéliens ne tirent pas de leçons

du passé, car il y a eu quatre fois par le passé ce type de représailles, de bombardements barbares, disproportionnés, mais là, cette semaine, ils ont dépassé toutes les bornes; ils ont coupé l'eau, l'électricité, les vivres, afin de mettre à mort des milliers de Ghazaouis, et le monde civilisé, malheureusement, se tait ! Vous savez, je suis interdit de Facebook pour un mois, parce que j'ai mis un "coup de chapeau" à l'opération du Hamas, et donc je fais des posts sur VK. Tout le monde s'est aplati, regardez en France, regardez ce qui arrive à Mélenchon, le seul à hausser le ton, regardez le RN, qui revient sous l'aile d'Israël. Savez-vous que des étudiants à Harvard ont exprimé leur soutien aux Palestiniens, et tout de suite il y a eu une réaction : ces jeunes étudiants ne seront jamais embauchés. Enfin, tout cela est le travail du Mossad, des Sayanim (pl. de Sayan, agent civil et dormant du Mossad, ndlr). «J'ai posté un écrit sur la "sorcière de Bruxelles», qui déclarait contre les Russes que bombarder une usine électrique en Ukraine était un crime de guerre, un crime contre l'humanité, etc. Mais quand il s'agit d'Israël, rien, aucun mot. Israël est intouchable; Israël peut affamer, peut détruire, peut même lancer aux Ghazaouis des virus de choléra et les exterminer et personne ne bronchera. L'Occident se déconsidère à une vitesse... C'est vraiment lamentable. On est dans les violations des lois de guerre et de l'humanitaire les plus basiques».

Propos recueillis par Fayçal Oukaci

TRIBUNAL CRIMINEL DE DAR EL-BEÏDA

Début du procès de 94 accusés dans l'affaire de Djamel Bensmail

Les condamnés sont accusés « d'actes terroristes et subversifs attentatoires à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et à la stabilité des institutions ainsi qu'à leur fonctionnement normal, en semant la terreur au sein de la population et en créant un climat d'insécurité par l'agression morale et physique contre les personnes, mettant leurs vies et leurs biens en danger. »

Le procès des 94 accusés, condamnés en première instance à des peines allant jusqu'à la peine capitale, dans l'affaire de l'assassinat du jeune Djamel Bensmail a débuté, ce dimanche au tribunal criminel de Dar El-Beïda (Alger). Pour rappel, le tribunal criminel de première instance de Dar El-Beïda avait condamné, le 24 novembre 2022, 94 individus pour meurtre et lynchage de Djamel Bensmail assassiné en août 2021 à Larbaâ Nath Irathen dans la wilaya de Tizi Ouzou. Le tribunal avait condamné 49 accusés à la peine capitale, 28 autres accusés à des peines allant de deux (02) à dix (10) ans de prison ferme, et

avait acquitté 17 autres. Les condamnés sont accusés « d'actes terroristes et subversifs attentatoires à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et à la stabilité des institutions ainsi qu'à leur fonctionnement normal, en semant la terreur au sein de la population et en créant un climat d'insécurité par l'agression morale et physique contre les personnes, mettant leurs vies et leurs biens en danger. » Ils sont également poursuivis pour homicide volontaire avec préméditation, délit d'agression portant atteinte à l'intégrité territoriale et complot pour commettre des délits prévus à l'article 77 du Code pénal. **M.H.**



AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Attaf reçoit son homologue zimbabwéen



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu, dimanche au siège du ministère, son homologue de la République du Zimbabwe, Frederick Musiiwa Shava, qui se trouve en Algérie dans le cadre de sa participation à la 20e Réunion ministérielle des pays africains-pays nordiques, dont les travaux débuteront lundi, indique un communiqué du ministère. La rencontre a permis aux deux parties de "passer en revue les relations de coopération entre les deux pays et les perspectives de leur renforcement, à la lumière des prochaines échéances bilatérales, et de se concerter sur plusieurs questions régionales et internationales d'intérêt pour les deux pays", précise le communiqué. Les entretiens ont porté essentiellement sur "la dégradation de la situation dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Gaza, où la situation est dra-

matique en raison des agressions incessantes menées par la force d'occupation, les deux parties ayant réitéré leur appel aux organisations et instances internationales pour agir en vue de faire cesser les crimes horribles commis contre le peuple palestinien et demander des comptes à leurs auteurs". Les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont procédé à cette occasion à "un échange de vues et d'analyses sur les derniers développements enregistrés au niveau continental, notamment les moyens et perspectives d'une contribution commune au renforcement de l'action africaine commune et à la revitalisation du rôle de l'organisation continentale dans la consécration des valeurs, principes et objectifs ayant présidé à sa création", selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

R.N.

MONDE ARABE

L'Algérie participe à Baghdad la 39e session du Conseil des ministres de la Justice

L'Algérie participera, les 15 et 16 octobre à Baghdad (Irak), aux travaux de la 72e réunion du Bureau exécutif et de la 39e session du Conseil des ministres arabes de la Justice, indique dimanche un communiqué du ministère de la Justice. "Le Secrétaire général du ministère de la Justice participe, au nom du ministre de la Justice, garde des Sceaux, vice-président du Bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de la Justice, M. Abderrachid Tabi, aux travaux de la 72e réunion du Bureau exécutif et de la 39e session du Conseil des ministres arabes de la Justice, prévus les 15 et 16 octobre 2023 à Baghdad (Irak)", lit-on dans le communiqué. Lors des travaux, les participants se pencheront sur des questions importantes, dont la lutte antiterroriste et la criminalisation du paiement de rançons aux terroristes

(proposition algérienne), et passeront en revue la convention arabe de protection des données personnelles (proposition algérienne) et la convention arabe de lutte contre la corruption, selon la même source. Il sera également question de "l'harmonisation des législations arabes à travers l'examen de projets de lois directrices relatifs à la loi directrice arabe contre l'enrôlement d'enfants dans les conflits armés (proposition algérienne), la loi directrice arabe contre le discours de haine et la loi arabe unifiée de lutte contre les drogues et les psychotropes, outre l'examen de la question de la relation entre le Centre arabe de recherche juridique et judiciaire et le Conseil des ministres arabes de la Justice", souligne le communiqué du ministère de la Justice.

R.N.



DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

BOUGHALI SALUE LE "HAUT NIVEAU" DU DÉBAT À L'ASSEMBLÉE

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a salué samedi soir le "haut niveau" des interventions des députés lors du débat sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement.

Dans son allocution au terme des réponses du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane aux préoccupations des députés concernant la Déclaration de politique générale du Gouvernement, Brahim Boughali a indiqué que les interventions "se sont démarquées par un haut niveau, révélant, ainsi, le véritable niveau de la composante de cette Assemblée qui regorge de compétences capables d'apporter une plus-value à l'Algérie".

Il s'est également félicité du rôle des présidents des groupes parlementaires pour leurs "efforts et leur souci de promouvoir l'action parlementaire et la coordination permanente".

Après avoir évoqué l'absence de députés lors de certaines séances de ce débat, M. Boughali a souligné que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "attend beaucoup du Parlement", ajoutant que le président, en qualifiant ce parlement d'"intègre et honnête", voulait "encourager les députés et les inciter à être au diapason du processus de relance et de renouveau". Boughali a exprimé ses remerciements et sa gratitude au président de la République, affirmant que "son message est clair" et que tous les députés œuvreront ensemble à "concrétiser son contenu dans le cadre de ses orientations claires, au service de notre patrie".

IMPORTATION DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE PRODUITS ET MARCHANDISES DESTINÉS À LA REVENTE EN L'ÉTAT

L'EXÉCUTIF LÂCHE LA BRIDE

Dans un communiqué rendu public, le ministère du Commerce vient d'annoncer l'entrée en service, à partir du 1^{er} novembre prochain, au niveau de toutes ses directions de wilaya, de la plateforme numérique dédiée au retrait du certificat de respect exigé pour l'activité d'importation des matières premières et des produits et marchandises destinés à la revente en l'état. Cette plateforme vise, selon la même source, à rapprocher l'administration des opérateurs économiques, renforcer la transparence, réduire la bureaucratie et assurer des prestations plus rapides et efficaces, en permettant à l'opérateur d'introduire et de suivre sa demande pour obtenir électroniquement ledit document. Ce service, qui avait fait l'objet d'une présentation le 11 octobre, entre dans le cadre de la numérisation des mesures administratives liées au secteur. Il a été lancé, à titre expérimental, hier, selon la même source. Aussi, dans ce cadre, des opérateurs économiques ont révélé, le 11 octobre, avoir reçu la domiciliation bancaire pour commencer à importer de nombreux produits, notamment des pièces détachées automobiles, des cosmétiques et des ustensiles ménagers. Ce qui était prévu conformément aux orientations du Président, M. Abdelmadjid Tebbboune. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural avait annoncé, le 10 septembre dernier, la réouverture de l'importation de viandes rouges et blanches. D'ailleurs, le ministère brésilien de l'Agriculture a annoncé, le 12 octobre, dans un communiqué repris par l'agence britannique Reuters, que le Brésil et l'Algérie ont conclu les négociations concernant l'ouverture du marché algérien à la viande de poulet brésilienne, après avoir examiné les certifications et établi les exigences en matière de santé et de sécurité. Le Brésil est le plus grand exportateur et le deuxième producteur mondial de viande de poulet. Il consacre en moyenne 36% de la production nationale au marché étranger. «Les exportations brésiennes de ce produit en 2023 ont déjà atteint, jusqu'en août, 6,73 milliards de dollars, soit un chiffre de 5,5% supérieur au total atteint au cours de la même période de 2022», indique la même source. Pour rappel, un représentant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, début octobre, la prochaine arrivée sur le marché de 20 000 tonnes de viandes rouges et 10 000 tonnes de viandes blanches. Comme première mesure d'urgence, une autorisation spéciale a été délivrée pour l'importation de 350 000 tonnes de viandes blanches, selon la même source. Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca) a salué, samedi dernier, les décisions prises par les pouvoirs publics concernant l'octroi de licences d'importation de plusieurs produits. Hadj Tahar Boulénouar a fait savoir que la liste concernée par cette ouverture aux importateurs privés comporte sept produits et devrait être progressivement élargie à d'autres. Il a ainsi cité, entre autres, les pièces de rechange, les cosmétiques, l'habillement, les meubles et les appareils électroménagers. Concernant les produits alimentaires, il a fait observer que juste la banane est autorisée. Selon ses prévisions, le marché réagira rapidement à cette nouvelle donne, soulignant que la disponibilité des produits se répercutera automatiquement sur les prix.

Y. S.

EN QUÊTE DE VISIBILITÉ À L'INTERNATIONAL

Plus de vingt start-ups algériennes présentent au Gulf Information Technology Exhibition, à Dubaï

En parallèle à l'exposition, trois start-ups algériennes ont été admises à la dernière étape pour le concours de la «finale du Pitch», et pouvant remporter des prix de 100 000 dollars par gagnant.



Plus d'une vingtaine de startups algériennes, accompagnées par l'accélérateur public Algeria Venture, participent depuis hier, à Dubaï, au salon North Star by GITEX (Gulf Information Technology Exhibition), l'un des plus grands événements mondiaux consacrés aux technologies et aux startups. La délégation algérienne prend part, pour la première fois, à cette manifestation. L'événement «permettra de relever le challenge pour mettre en avant l'innovation algérienne et le potentiel technologique des startups algériennes», a indiqué, à l'APS, Sidi Ali Zerrouki, DG d'Algeria Venture, assurant que cette présence s'inscrit dans le cadre des orientations données par le Président de la République pour le développement de ce secteur et l'encouragement des jeunes

entrepreneurs, et surtout de leur donner de la visibilité à l'international. «C'est une participation honorable pour nos startups. Nos entreprises n'ont rien à envier aux entreprises internationales. Elles peuvent relever le défi et elles l'ont déjà fait, notamment en remportant des marchés à l'international», a souligné M. Zerrouki, assurant que «la délégation algérienne sera aussi la plus importante de tout le continent africain». Le salon Expand North Star est organisé par la Chambre de l'économie numérique de Dubaï sur le nouveau site du Dubaï Harbour (port de Dubaï) et devant accueillir plus de 100 pays représentés par 1 800 startups dans 9 halls déployés sur une superficie de plus de 250 000 m². En parallèle à l'exposition, trois startups algériennes ont été

admises à la dernière étape pour le concours de la «finale du Pitch», et pouvant remporter des prix de 100 000 dollars par gagnant. Soulignant que l'objectif de la participation algérienne est de mettre en avant l'innovation algérienne et la promotion des startups, M. Zerrouki a expliqué que «l'Algérie aspire à prendre une place prépondérante sur la scène mondiale de l'innovation». «Nous comptons exploiter cet événement comme une plate-forme pour présenter les avancées technologiques réalisées par les startups algériennes», a fait observer encore le DG de Algeria Venture. Ainsi, les startups algériennes auront l'occasion de présenter leurs solutions novatrices à un public international, d'établir des partenariats et d'attirer l'attention des investisseurs potentiels.

Le GITEX, qui englobe d'autres salons spécialisés, verra, par ailleurs, la présence d'une quarantaine d'autres entreprises algériennes de tailles moyennes et grandes qui prendront part au «Gitex Global», prévu du 16 au 20 octobre sur le site Dubai World Trade Center. Le salon Gitex Global rassemblera les leaders de l'industrie technologique du monde entier, investis dans les domaines de l'intelligence artificielle, la cyber sécurité, la 5G, les villes intelligentes, le cloud et bien d'autres domaines du numérique. Cette édition verra plus de 6.000 exposants représentant plus de 170 pays, notamment des leaders d'opinion, des créateurs, des innovateurs et des décideurs du secteur technologique, dans une surface constituée de 41 halls.

Y. S.

Portugal : lancement d'un appel d'offres pour l'hydrogène vert

Le Portugal lancera dans les prochaines semaines un appel d'offres inédit pour les droits de vente d'hydrogène vert destiné à être injecté dans le réseau gazier national, avec des aides de l'Etat en cours de discussion avec la Commission européenne, a annoncé la secrétaire à l'Energie portugaise, Ana Fontoura. «L'appel d'offres de l'hydrogène vert et du biométhane sera lancé

dans les prochaines semaines. Nous traitons des questions d'aides d'Etat avec la Commission européenne», a expliqué Mme Fontoura, secrétaire à l'énergie au ministère de l'Environnement, lors d'une conférence. Elle n'a pas précisé le montant de l'aide que le gouvernement avait l'intention de fournir. Selon les termes de l'appel d'offres, le groupe énergétique Galp s'engagera à acheter de l'hydrogène vert

mélangé au gaz naturel aux producteurs et à le revendre pour répondre à la demande, un système conçu pour stimuler l'investissement dans la production en offrant aux fournisseurs un acheteur garanti. Cela éliminerait la nécessité de dizaines de contrats bilatéraux entre les fournisseurs et les consommateurs, selon les analystes. Le Portugal ambitionne de devenir un important producteur et exportateur d'hy-

drogène vert produit par un processus d'électrolyse utilisant des énergies renouvelables. Le plus grand distributeur de gaz du Portugal, Floene, a testé pendant de nombreux mois, si ses gazoducs en polyéthylène pouvaient également transporter de l'hydrogène avec du gaz mélangé à jusqu'à 5% d'hydrogène et a prouvé qu'il pouvait le faire sans aucune fuite.

Avec APS

SUD DU PAYS

L'orientation vers l'agriculture saharienne est un choix stratégique

L'objectif est de mettre en valeur plus d'un million d'hectares qui seront réservés aux gros investissements dans les cultures stratégiques, l'extension des cultures et l'élevage. Des investisseurs étrangers ont déposé des dossiers en vue de l'élevage intensif dans le Sahara.

La stratégie future du secteur agricole repose sur la transformation de la carte agricole générale et l'orientation vers l'agriculture saharienne par l'implication du Sud dans la production agricole en tant que choix stratégique, a affirmé samedi à Sétif le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du développement Rural, Hamid Bensaâd. Présidant l'ouverture d'une journée d'étude sur «la protection et le développement des filières animalières contre l'impact des risques agricoles sur la filière lait» tenue à la coopérative agricole polyvalentes d'Ain Lahdjar, le même responsable a estimé que «face aux changements climatiques affrontés par le pays, il est devenu impératif de s'orienter vers une nouvelle stratégie pour obtenir les résultats souhaités». «L'objectif actuel est de mettre en valeur plus d'un million d'hectares au Sud qui seront réservés aux gros investissements dans les cultures stratégiques, l'extension des cultures et l'élevage surtout que plusieurs investisseurs dont des étrangers ont déposé des dossiers d'élevage intensif dans le Sahara», a ajouté l'intervenant. Il a, par ailleurs, souligné que «le transfert de l'agriculture vers le Sud (sans pour autant renoncer au Nord) reposera sur des garanties dont la disponibilité de l'eau, de l'énergie et de



la volonté des investisseurs». Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture a relevé qu'«investir aujourd'hui dans le Sud n'est pas un rêve puisqu'il existe effectivement au Sud des zones productives dont la wilaya d'Adrar devenue leader dans la production des céréales, des légumes et des oléagineux». De son côté, le directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), chérif Benhabylès, a indiqué que «les changements climatiques et

catastrophes qui en découlent impactent grandement la filière lait par le manque de fourrages, leur qualité médiocre et l'apparition de maladies entraînant la régression des cheptels, le recul des revenus des agriculteurs et l'abandon de leurs activités». M. Benhabylès a fait savoir que«la CNMA œuvre constamment à proposer des services adaptés aux nouveaux besoins et est constamment disposé à accompagner le développement agricole et l'ensemble

des filières de ce secteur stratégique». Cette journée d'étude a regroupé 150 participants dont des experts en élevage bovin et la filière lait, des représentants du secteur agricole, des laiteries et de la confédération des industriels et producteurs algériens et des éleveurs de neuf wilayas pour débattre de l'impact des changements climatiques et des opportunités de développement des filières animalières», selon les organisateurs.

R.R.

LA SAISON DU TOURISME SAHARIEN

De nouveaux circuits proposés

La saison du tourisme saharien, qui a débuté ce week-end et se poursuivra jusqu'à fin avril 2024, s'annonce prometteuse avec la diversité des programmes dévoilés par les opérateurs du secteur, qui proposent de nouveaux circuits uniques en leur genre. Les opérateurs du secteur ont prévu pour la saison touristique saharienne de cette année «une diversité de programmes mettant en avant les atouts du tourisme saharien grâce à de nouveaux circuits dans les wilayas du sud à travers les routes des oasis, les Ksour et les zones humides, qui suscitent l'intérêt de nombreux touristes», avait révélé le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Ghardaïa, Saïd Meriah, en marge de la 22e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) organisée du 28 septembre au 1er octobre. Il a indiqué que ces nouveaux circuits touristiques permettaient aux touristes, notamment étrangers, de découvrir la beauté naturelle et le riche patrimoine historique et urbain de ces régions au cachet unique, à l'image des Ksour à Ghardaïa, El Oued, Adrar, Timimoun,

Béchar, Taghit, Béni Abbès, El Bayadh, El Meghaier, Djanet et Tamanrasset. Le responsable a insisté sur la prise en charge de ces circuits à travers le renforcement et la diversification des moyens de transport et des structures d'hébergement et l'amélioration de la formation, notamment au profit des guides touristiques. De son côté, le chargé d'études et de synthèse (CES) au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Redouane Benatallah, a mis en évidence la «nécessité d'enrichir ce nouveau produit», soulignant l'importance du «développement des méthodes de promotion, de publicité et de marketing», d'autant que les Ksour et les oasis témoignent du génie de l'architecture saharienne, a-t-il dit. Des responsables d'agences de tourisme et de voyages de Ghardaïa participant au SITEV ont mis en avant les nombreux atouts touristiques de cette wilaya, notamment ses sites archéologiques, ses monuments architecturaux et ses sites naturels très prisés par les touristes étrangers, appelant à cette occasion à «davantage d'efforts pour renforcer les structures d'accueil à

proximité des circuits touristiques». Outre un tourisme culturel et écologique, conformément à la Charte du tourisme durable, la wilaya de Ghardaïa propose aux touristes la découverte de ses nombreux Ksour et villes millénaires dans la vallée de M'zab, Metlili, Beriane, Zelfana et Beni Isguen. Pour sa part, le représentant du Touring Club d'Algérie, Mohamed Boudali, a précisé que son établissement proposait un programme touristique diversifié couvrant les régions côtières et du Sud, rappelant les campagnes de promotion menées récemment par le club pour faire connaître les circuits des Ksour et des oasis. De son côté, le président de la Fédération algérienne de l'hôtellerie et de la restauration touristique, P-dg du groupe Necib Tourisme, Djamel Necib, a plaidé pour la promotion de la destination touristique Algérie, rappelant que son groupe inaugurera, le 1er novembre prochain, une nouvelle résidence touristique dans la wilaya de Biskra, proposant des prix compétitifs et raisonnables à la portée des familles algériennes.

APS

RÉVOLUTION : CHAHID TAYEB DJEBBAR

UN DES ARTISANS DE L'ESSOR DE L'ACTION MILITAIRE DANS LA BASE DE L'EST

DES MOUDJAHIDINE et des historiens ont souligné, à l'occasion de la commémoration du 65e anniversaire de la mort du martyr Tayeb Djebbar (1930-1958), que ce héros était, durant la Révolution, l'un des artisans de l'essor de l'action militaire dans la Base de l'Est. Les témoins et historiens approchés par l'APS ont notamment mis en exergue ses contributions à la préparation des combattants de l'Armée de libération nationale (ALN) et son commandement de plusieurs corps d'armée qui ont infligé de lourdes pertes aux forces coloniales françaises. Apportant un témoignage saisissant sur Tayeb Djebbar, son frère, l'historien Djebbar Djebbar, a rapporté que ce «génie du combat», de son nom de guerre Baghdadi, avait été élevé à plusieurs grades et assumé de nombreuses tâches à travers lesquelles il a participé à la formation du noyau principal de la Base de l'Est, passant de commandant de secteur à commandant de région, puis de commandant de corps adjoint, responsable de l'armement, à commandant de corps. Dans son livre «La Base de l'Est, première partie, le Chahid Tayeb Djebbar», publié par la maison d'édition Baha-Eddine, dans lequel il énumère les contributions des révolutionnaires et des dirigeants de l'ALN dans l'établissement de la Base de l'Est et son renforcement en équipements et en hommes déterminés et aptes au combat, M. Djebbar Djebbar, ancien professeur à l'université de Souk Ahras, a déclaré que son frère avait supervisé la formation et la préparation de Moudjahidine sur le territoire tunisien, posant ainsi, à l'automne 1956, les premiers fondements de la Base de l'Est. Il a évoqué, dans son ouvrage, les débuts de la lutte de Tayeb Djebbar, entamée lorsqu'il avait participé, en octobre 1955, à sa première bataille entre les villages de Machrouha et d'Ain Sennour où une embuscade qu'il avait dirigée avait permis la récupération de nombreuses armes automatiques et de grenades. Un fait d'armes qui lui a permis de devenir le commandant du secteur d'Ouled Bechih, au nord de Souk Ahras ; Ses victoires et l'expérience du combat qu'il a commencé à acquérir ont contribué à sa promotion au rang de commandant de région. Le défunt Moudjahid commandant, Tahar Saidani, auteur du livre «La Base de l'Est, cœur battant de la Révolution», a souligné que Tayeb Djebbar était en contact permanent avec les dirigeants de la région de l'Est, en particulier Omar Djebbar, Sebti Boumaraf, Slimane Belaïchari, Mohamed-Cherif Asfour, Abderrahmane Bensalem et Mohamed Aouachria, lesquels impressionnés par sa stratégie militaire, l'ont impliqué dans le processus d'organisation militaire jusqu'à ce qu'il devienne l'adjoint du commandant du 2ème corps d'armée, en juin 1957. Il s'était ensuite vu confier la responsabilité de l'armement à Ghardimaou (Tunisie) puis, enfin, chargé de superviser, toujours en Tunisie la formation et l'entraînement du 5ème corps d'armée dont il devint le commandant en avril 1958. Le regretté Tahar Saidani avait ajouté, dans son livre, que la Base de l'Est, qui englobait plusieurs régions du nord-est du pays (Souk Ahras, El Tarf et Tébessa, notamment) s'était rapidement engagée dans la lutte armée, mettant en œuvre, avec efficacité, les plans militaires élaborés par «les militants entrepreneurs» de cette région, à l'image de Zine Abbad et Badji Mokhtar, ce dernier ayant rejoint la Révolution dès son déclenchement, et qui fut l'un des premiers chefs combattants algériens à mourir au combat, le 20 novembre 1954. Selon l'auteur de «La Base de l'Est, cœur battant de la Révolution», la Base de l'Est avait été préparée avant le déclenchement de la glorieuse Révolution grâce à la contribution de ses hommes à la lutte tunisienne pour l'indépendance et à l'implication de nombreux Algériens dans l'action politique, notamment Tayeb Djebbar, qui a rejoint le mouvement national en 1946 où il prouva son intégrité et son amour de la patrie.

APS

LE RÔLE CRUCIAL DES FEMMES DANS LE

La journée internationale des femmes rurales, célébrée, le 15 octobre de chaque année est l'occasion idoine de mettre l'accent sur l'impératif de promouvoir et reconnaître le rôle des femmes rurales dans le renforcement du développement agricole et rural. Le thème de cette année « les femmes rurales cultivent une bonne nourriture pour toutes et tous », souligne le rôle crucial des femmes dans ce domaine. En effet, depuis la culture de produits alimentaires jusqu'à leur transformation, leur préparation et la distribution de nourriture, le travail des femmes – rémunéré et non rémunéré – nourrit leurs familles, leurs communautés et le monde. Pourtant, elles n'exercent pas un pouvoir égal à celui des hommes et, par conséquent, elles gagnent moins et font face à une insécurité alimentaire

LIBÉRER LE POTENTIEL DES FEMMES RURALES

Les femmes rurales assurent la sécurité alimentaire de leurs communautés, renforcent la résilience climatique et étoffent les économies. A ce propos, l'agriculture familiale reste le mode prépondérant d'exploitation des ressources végétales et animales dans les pays du Sud. Forme ancestrale de mise en valeur de la terre, l'exploitation familiale constitue aussi un avenir tangible pour une agriculture durable dans les pays du Sud. Les effectifs d'agriculteurs employés, le volume de production, les surfaces cultivées, les techniques culturales éprouvées et la proximité avec les populations à nourrir en font un secteur incontournable et prometteur. Les recherches des scientifiques de l'IRD et de leurs partenaires montrent que ce mode de valorisation des ressources naturelles, s'il est pérennisé ou réactivé selon les cas, peut permettre tout à la

principalement dépendant du travail de celle-ci, femmes et hommes compris. Dans ce modèle, la famille et la ferme sont liées, co-évoluent et combinent des rôles économiques, environnementaux, sociaux et culturels². Et ce sont bien ces petites unités que visent les initiatives de la FAO dans le cadre de la Décennie pour l'agriculture familiale. Il s'agit de promouvoir des politiques nationales et des investissements en faveur de cette forme d'agriculture, de relever le niveau de vie en zone rurale, d'augmenter la productivité des petits exploitants et d'améliorer le système alimentaire mondial.

PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

C'est à la fois une question d'échelle et de techniques : les exploitations familiales, et notamment les plus petites qui sont les plus nombreuses au Sud, représentent un levier incontournable pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Elles recourent encore parfois à des techniques culturales bien plus durables que l'agriculture conventionnelle, et requièrent moins d'investissement pour adopter de nouvelles pratiques quand c'est nécessaire. Bien sûr de nombreuses petites exploitations ont intégré les filières agro-industrielles, mais des mouvements volontaristes, portés par les communautés, soutenus par les Nations unies et par des associations, et étayés par des recherches scientifiques, visent à revitaliser, adapter et diffuser des pratiques agroécologiques souvent anciennes, conciliables dans le temps avec la préservation des milieux... A titre d'exemple, les petits paysans d'Asie du Sud-Est, qui ont massivement accompli un passage de l'agriculture de subsistance vers un processus de commercialisation agricole déchantent souvent : la transition agraire, sur laquelle s'est appuyé le boom industriel des nouveaux tigres asiatiques, ne tient pas toutes ses promesses dans le temps. « Les pratiques d'intensification agricole, adoptées par les agriculteurs pour s'intégrer dans une économie de marché, se sont révélées moins durables que celles utilisées traditionnellement. Ceux-ci ont d'abord été alertés par l'inexorable baisse du rendement des cultures, explique Jean-Christophe Castella, géo-agronome IRD dans l'unité de recherche Savoirs, environnement et sociétés (SENS). Il étudie les effets des changements de modèles sociotechniques sur les dynamiques environnementales et l'économie rurale. À la faveur des démarches participatives dans laquelle nous les impliquons, les agriculteurs font de plus le diagnostic de la déforestation, de la pollution, de la dégradation des terres et de leur cadre de vie. » Le recours soutenu aux intrants chimiques pour fertiliser les sols, pour éliminer les adventices, pour protéger les cultures des ravageurs, l'optimisation de l'usage de l'espace – suppression des haies et jachères – et le travail mécanique de la terre ont à terme un impact significatif sur l'environnement. Et, par voie de conséquence, sur la productivité agricole elle-même, nécessitant toujours plus d'investissements matériels pour des résultats incertains. Qui plus est, la mise en place de monocultures de rente à vaste échelle, comme celle du maïs, au détriment de la biodiversité, rend la production très vulnérable aux parasites. « En dessous d'une certaine diversité des paysages, l'agriculture n'est simplement pas durable », note le spécialiste.

LES FEMMES, PILIERS DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE EN AFRIQUE

Selon de nombreuses études, les femmes paysannes sont des actrices essentielles du développement sur le continent, mais elles ne sont pas valorisées à la hauteur de leur rôle. Elles se battent cependant de plus en plus pour leur autonomie économique et sociale. Partout en

Afrique, les femmes jouent un rôle crucial dans les systèmes agricoles. Elles sont responsables de la production, de la transformation et de la distribution des produits agroalimentaires. Elles sont également responsables de la sécurité alimentaire et de la nutrition de leur famille. Elles sont souvent les premières à subir les conséquences du changement climatique. Elles sont également les premières à être affectées par les crises économiques et sociales. Elles sont les piliers du développement agricole en Afrique.

FAVORISER L'AGRICULTURE FAMILIALE À LA TERRE

Les agricultures familiales sont dynamiques et résilientes, mais elles ont besoin de soutien. Elles ont besoin de politiques nationales et internationales qui les encouragent. Elles ont besoin de services de conseil et de formation. Elles ont besoin de accès aux marchés et aux services financiers. Elles ont besoin de reconnaissance de leur rôle et de leur contribution au développement agricole.

■ Célébrée sous le thème, « les femmes rurales cultivent une bonne nourriture pour toutes et tous », la Journée internationale des femmes rurales », qui coïncide avec le 15 octobre, souligne le rôle essentiel que jouent les femmes et les filles rurales dans les systèmes alimentaires du monde. Elles sont les premières à subir les conséquences dévastatrices du changement climatique.

plus élevée. Malgré la capacité de notre planète à fournir une nourriture suffisante et bonne pour tous, la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire augmentent dans de nombreuses régions du monde. La pandémie de COVID-19, ainsi que les crises climatiques, ont aggravé les choses : quelque 2,37 milliards d'individus n'avaient pas assez à manger en 2020 – soit 20% de plus que l'année précédente. Le dernier rapport d'ONU Femmes, intitulé « Au-delà de la COVID-19 : un plan féministe pour la durabilité et la justice sociale », appelle à la remise sur pied du système alimentaire mondial fracturé depuis sa base même, en appuyant les moyens de subsistance des femmes rurales dans la production et la distribution de récoltes de produits alimentaires diversifiées et saines. Comme il reste moins de 10 ans pour atteindre les Objectifs de développement durable, y compris celui de l'élimination de la faim.

fois de préserver l'environnement, soutenir les populations rurales et de garantir une alimentation sûre et saine aux consommateurs. Le sujet est d'importance, pour preuve les années 2019-2028 sont consacrées Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale. Plus du tiers de la production alimentaire mondiale est assurée par des exploitations agricoles d'une superficie inférieure à deux hectares, mises en valeur par les membres d'une même famille. C'est l'héritage direct d'un modèle de subsistance basée sur le travail de la terre à l'échelle du foyer, qui s'est largement imposé depuis l'avènement de l'agriculture, il y a plusieurs millénaires. Aujourd'hui les petites unités agricoles représentent encore 80 % des entreprises du secteur, et sont prépondérantes dans les pays du Sud. Elles permettent d'organiser l'agriculture, la foresterie, la pêche, la production pastorale et l'aquaculture, gérées et exploitées par une famille et

LE RÔLE DE LA FEMME RURALE DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL ET AGRICOLE

Les femmes occupent une place centrale dans les secteurs vitaux, notamment dans la production et la transformation de produits de subsistance. Incontournables dans les activités de transformation, de commercialisation des produits et de commercialisation des produits alimentaires, elles sont au cœur de la vie domestique et du bien-être des communautés rurales. Selon les statistiques de l'Organisation Internationale du Travail OIT, une femme est active sur trois travailleuses dans le monde. Pourtant elles disposent de moins de droits et demeurent discriminées : la femme vivant en milieu rural sont moins, moins de 13 % des propriétaires agricoles sont des femmes. Les femmes et elles n'ont pas les mêmes accès aux ressources, à l'école, aux services agricoles et au financement que les hommes.

Malgré cette situation paradoxale, un mouvement a émergé. "Nous sommes la solution" a été lancé en 2011, sur l'initiative de 12 associations de femmes rurales du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali et du Sénégal pour mettre la femme paysanne au cœur de la scène.

Amel Sonko, coordinatrice de ce mouvement panafricain, « les femmes doivent reconnaître leur rôle dans le développement du continent ». En effet, selon l'Organisation Internationale du Travail OIT, pour l'alimentation et l'agriculture, les femmes dans plusieurs pays africains, l'agriculture occupent une place importante dans l'économie. C'est dans ces régions que les femmes jouent un rôle crucial pour assurer les moyens de subsistance durables et la sécurité alimentaire au sein de leur famille. C'est fondamental non seulement pour le développement du foyer et de l'économie, mais également pour l'économie nationale. Les femmes représentent environ 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Elles produisent, transforment et préparent des aliments.

LE RÔLE DE LA FEMME RURALE DANS L'ACCÈS DES FEMMES AUX RESSOURCES

Les femmes sont aussi productives et efficaces que leurs homologues masculins, mais ont un accès limité aux terres, aux services, aux semences, aux technologies agricoles, aux micro-crédits et aux services financiers, estime la FAO. Aujourd'hui encore, 20% des propriétaires fonciers sont des femmes. La gestion des ressources naturelles a toujours été l'un des éléments clés des activités des communautés rurales. Cependant, les femmes continuent de subir des discriminations qui les empêchent d'exploiter cette ressource précieuse qu'est la terre à leur autopromotion et au développement social.

En République démocratique du Congo (RDC), les femmes rurales sont impliquées dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à travers leur implication dans les champs. Elles contribuent de manière significative à la production agricole, à la gestion des terres et des ressources naturelles. Leur responsabilité est de cultiver les champs, collecter l'eau et le bois, et de s'occuper de sa famille. Ces responsabilités domestiques sont souvent prépondérantes et laissent peu de temps à consacrer à des activités génératrices de revenus. La production de subsistance occupe alors une place prépondérante dans leur sécurité alimentaire. Veiller à ce que ces femmes accèdent aux ressources agricoles productives n'est pas seulement pour les femmes, mais aussi pour réduire la faim et la malnutrition dans le pays. En effet, 38 pour cent de la population congolaise accusent un régime alimentaire insuffisant et limité ; près de six millions de personnes souffrent de la faim chronique. L'amélioration de l'accès des femmes à la terre pourra accroître la



production agricole et diversifier l'alimentation de la population, notamment des enfants.

RENFORCER L'AUTONOMISATION DES FEMMES RURALES

En Afrique sub-saharienne, la FAO a mis en œuvre une approche d'appui communautaire qui vise à fournir des appuis multisectoriels et intégrés dans le domaine technique, financier et social. Au niveau communautaire, les associations de femmes agricultrices bénéficient d'un accompagnement qui leur permet d'accroître leurs capacités financières et leur accès au crédit rural à travers l'introduction d'Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC). De ce fait, cette pratique traditionnelle est au centre d'une imposante initiative internationale visant à reverdir les bordures du Sahara, pour endiguer la progression du désert liée au changement climatique. Ce projet baptisé Grande muraille verte associe plus d'une dizaine de pays de la région : au-delà d'un reboisement adapté pour redévelopper des cultures de l'océan Atlantique à l'océan Indien, en s'appuyant sur les exploitations familiales, il promeut le développement d'un ensemble de systèmes d'utilisation durable de terres et de productions agropastorales diversifiées et résilientes au Sahel et dans la corne de l'Afrique.

« Caractérisée par l'existence de liens entre l'économie domestique de la famille et celle de l'unité de production, mais aussi par la mobilisation du travail des membres de la famille, l'agriculture familiale est encore profondément enracinée dans l'organisation sociale et les modèles familiaux qui structurent les sociétés rurales, explique Isabelle Droy, socio-économiste IRD dans l'unité de recherche Soutenabilité et résilience. Elle en reflète aussi les inégalités de droits des groupes et des personnes selon d'une part leur genre ou leur statut dans la famille et dans la société ou d'autre part leur identité culturelle. » En Afrique de l'Ouest, l'essentiel de la production agricole repose sur l'agriculture familiale. Celle-ci se caractérise le plus souvent par une organisation complexe de la production, avec, aux côtés du « champ familial » destiné à la production vivrière et/ou commerciale sous l'autorité du chef de famille, de nombreuses activités menées par les femmes (autres productions agricoles, transformation alimentaire, jardin de case pour l'alimentation familiale) qui contribuent de façon essentielle à la sécurité

alimentaire et nutritionnelle de la famille. Ces modèles familiaux ne sont pas figés et changent sous l'effet des transformations sociopolitiques et économiques, des évolutions démographiques, des migrations, de l'urbanisation et de la diffusion de nouveaux modèles culturels. « Si les grandes familles complexes polynucléaires formaient un archétype connu de la famille rurale ouest-africaine, de nombreuses autres configurations existent avec des modèles familiaux différents qui peuvent aussi partager le même espace », précise Isabelle Droy. Ces dernières décennies, les évolutions sont significatives, avec de fortes variations régionales : les plus marquantes sont la hausse des ménages monoparentaux dirigés par des femmes (qui concernent parfois le tiers des ménages en zone rurale) et l'éclatement des grandes familles lors des transmissions. La fragmentation des exploitations qui en résulte rend parfois difficile le maintien des pratiques de gestion durable. Une meilleure connaissance des évolutions de ces agricultures familiales et de leur organisation interne est nécessaire à l'heure où se développent de nombreuses initiatives « d'agriculture sensible à la nutrition », visant à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui persiste voire s'aggrave en milieu rural.

Elles jouent un rôle crucial dans la préservation des ressources naturelles et la résilience des communautés agricoles, tout en étant les premières à subir les conséquences dévastatrices du changement climatique. Les femmes rurales endossent une multitude de responsabilités au sein de leurs communautés. Elles sont les actrices principales de la production alimentaire, les gardiennes de l'accès à l'eau, les gestionnaires des ressources naturelles, et les éducatrices des générations futures. Ces rôles cruciaux accroissent leur dépendance vis-à-vis des ressources naturelles et les exposent davantage aux aléas climatiques.

LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En effet, les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations et autres, ont un impact direct sur la production agricole. Les femmes produisent de 60 à 80% des aliments dans la plupart des pays en développement et sont responsables de la moitié de la production alimentaire mondiale. Les études de la FAO confirment que, s'il est vrai que les femmes sont à la base de la petite

agriculture, de la main-d'œuvre agricole et de la subsistance familiale quotidienne, elles ont moins facilement accès que les hommes aux ressources telles que la terre et le crédit, et aux intrants et services qui renforcent la productivité. La sécurité alimentaire, en fait, a été définie par la FAO non seulement sous l'angle de l'accès aux aliments et de leur disponibilité, mais aussi de la répartition des ressources pour produire des aliments, et du pouvoir d'achat nécessaire pour les acheter là où ils ne sont pas produits. Etant donné le rôle important que jouent les femmes dans la production et la disponibilité de vivres, les stratégies de sécurité alimentaire durable devront prendre en compte leur accès limité aux ressources productives. Cette limitation d'accès aux ressources et l'insuffisance du pouvoir d'achat des femmes sont le résultat d'une série de facteurs sociaux, économiques et culturels interdépendants qui leur impose un rôle subalterne, au détriment de leur propre développement et de celui de la société dans son ensemble.

Il ya lieu de noter aussi que les femmes rurales, en tant que pilier de l'agriculture, subissent de plein fouet les pertes de récoltes et la diminution des ressources en eau, mettant en péril la sécurité alimentaire de leur famille. Cependant, malgré ces défis écrasants, les femmes rurales prennent des initiatives audacieuses pour trouver des solutions durables à leurs problèmes. C'est pourquoi indiquent les experts, il est primordial de reconnaître le rôle central des femmes rurales dans la gestion des ressources naturelles et leur contribution à l'adaptation aux changements climatiques, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Leur expertise et leur savoir-faire doivent être valorisés et intégrés aux politiques, à la gouvernance locale et aux programmes d'adaptation. Objectif : « renforcer leur résilience face au changement climatique, il est essentiel d'accorder aux femmes rurales un accès équitable à l'éducation, aux formations agricoles et aux ressources financières », précisent les experts. Et d'ajouter : « de plus, les femmes rurales doivent être activement impliquées dans les processus décisionnels relatifs à la gestion des ressources naturelles et à l'adaptation au changement climatique, afin d'assurer que leurs besoins et leurs perspectives soient dûment pris en compte ».

Par Amel B. et Agences

SOUDAN

MSF DÉNONCE «UN ÉCHEC CATASTROPHIQUE DE L'HUMANITÉ», APRÈS SIX MOIS DE CONFLIT

Rashid Mohamed Ahmed, habitant d'Omdourman, continue d'espérer que la paix finisse par s'installer: «Les combats se poursuivent sans merci. Nous nous réveillons tous les jours en espérant qu'une solution, un accord ou un cessez-le-feu sera trouvé. Malheureusement, cet espoir s'estompe de jour en jour.» La situation humanitaire est catastrophique au Soudan. Les combats continuent d'infliger «d'indiscibles souffrances, mettant des vies en danger, déplaçant des millions de personnes de leurs foyers et causant des décès», selon médecins sans frontières (MSF), qui déplore le manque de protection des civils. Même dans les endroits plus faciles d'accès, des millions de personnes déplacées vivent dans des camps débordés et des sites de fortune comme des écoles, après avoir été chassées de chez elles par les violences. Les ONG appellent à une augmentation significative des efforts humanitaires, à la protection du personnel médical, des travailleurs humanitaires et des civils, et à la levée des blocages administratifs sur le personnel et les fournitures médicales et humanitaires. 9 000 personnes ont été tuées au Soudan, depuis le début des combats et plus de cinq millions ont été déplacées, aggravant ainsi la crise humanitaire et sanitaire dans le pays.

In Africanews

RÉFORME DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

La Mauritanie, le Togo et le Cameroun planchent sur une stratégie

Des stratégies pour réformer les systèmes éducatifs présentant des défis similaires dans ces 3 pays ont été évaluées lors de ce meeting. Les propositions de réformes prioritaires seront présentées aux autorités politiques.

Le Cameroun et le secrétaire du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) viennent d'achever à Yaoundé un atelier régional visant à développer une compréhension collective du nouveau modèle de financement du GPE avec le Togo et la Mauritanie, et à échanger sur le choix des réformes prioritaires. L'atelier a permis d'identifier des goulots d'étranglement à la transformation du système éducatif et de discuter d'une réforme politique prioritaire susceptible de catalyser et d'accélérer les progrès dans le secteur. Ces travaux «constituent une opportunité idoine pour rendre concrets les engagements pris par les pays en



matière de transformation structurelle des systèmes éducatifs pendant le Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022. Le changement ne peut s'opérer que par l'adoption d'un nouveau paradigme face à la profonde crise des apprentissages exacerbée par la Covid-19» a déclaré Nadine Perrault, représentante-pays de l'UNICEF. Lors dudit sommet qui s'est tenu à New York, plusieurs pays africains s'étaient engagés à réinitialiser leur

système éducatif et à accélérer les mesures pour mettre stopper la crise de l'apprentissage. Pour se doter d'une éducation «plus performante, innovante et résiliente», le Cameroun mise par exemple sur 3 concepts selon Laurent Serge Etoundi Ngoa, ministre de l'Education de base. Il s'agit de la digitalisation, la professionnalisation et l'inclusion. «Voilà les 3 concepts que nous n'avons dans aucune loi, sauf dans l'enseignement supérieur qui vient de

s'en doter» relaie Investir au Cameroun. Selon le ministère, le nouveau cadre annoncé vise à arrimer les écoles aux nouveaux défis de l'enseignement de base et à permettre au Cameroun de se conformer aux agendas régionaux et continentaux pour l'atteinte de l'ODD 4. L'ODD 4 consiste à fournir une éducation de qualité, inclusive et équitable, et à promouvoir des possibilités d'apprentissage long terme pour tous d'ici 2030

In Agence Ecofin

TUNISIE

Les Japonais introduisent l'IA dans le textile tunisien

L'espace du Centre de compétence en industrie intelligente dans le domaine du textile au gouvernorat de Monastir vient de s'enrichir du nouveau siège de YKK Tunisia, l'entreprise japonaise, leader sur le marché de systèmes «d'attache», également présente dans les produits architecturaux. YKK est synonyme d'innovation et technologie et a pignon sur rue dans de nombreux produits mode et accessoires, à l'instar de fermetures à glissière, boutons et autres pièces plastiques.

La création de cette unité s'inscrit donc dans le cadre de la promotion des investissements dans le secteur du textile technique et de la réalisation d'une plus grande intégration dans l'économie numérique et l'industrie intelligente, qui est l'un des mécanismes les plus importants qui permettront de développer davantage la productivité des entreprises industrielles, d'accroître leur compétitivité et de conquérir de nouveaux marchés. A l'occasion du lancement de l'unité, mercredi, la cheffe de cabinet du ministère de l'Industrie, de

l'Energie et des Mines, Ahlam Béji, a indiqué que la coopération économique entre la Tunisie et le Japon est l'une des priorités du ministère de l'Industrie, soulignant que les événements de cet espace s'inscrivent dans le cadre de sa stratégie visant à développer davantage le tissu industriel national à l'horizon 2035 pour aider les entreprises à accéder davantage à l'économie numérique et à l'industrie intelligente. En outre, le secteur du textile et de l'habillement est l'un des secteurs industriels les plus importants en Tunisie, car il englobe environ 1415 entreprises qui procurent environ 151 000 emplois.

Ce secteur vital joue un rôle important dans la réalisation des équilibres économiques et sociaux, l'ajustement de la balance commerciale, le développement des exportations, l'attraction des investissements et la création d'emplois. Par ailleurs, les services du ministère ont contribué à l'avancement du secteur du textile et de l'habillement au sein du tissu industriel national à travers le développement d'un certain nombre de

politiques stratégiques, dont la plus importante est la conclusion de la charte sectorielle de partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour pousser le secteur du textile et de l'habillement pour la période 2022-2026. Au cours de l'année 2022, le secteur a pu maintenir sa position sur les marchés mondiaux, suivre le rythme des développements rapides et amortir les fluctuations économiques mondiales, ce qui est évident à travers un certain nombre d'indicateurs positifs, dont le plus important est la contribution distinguée à l'augmentation des exportations, atteignant 9156 millions de dinars, équivalent à 2806 millions d'euros, et réalisant une évolution de 20% en dinars et 21% en euros par rapport à 2021, enregistrant un taux de couverture équivalent à 119%, en plus du fait que les exportations du secteur représentent 18% des exportations totales des industries de laboratoire.

Il est à noter que les exportations du secteur vers la France, l'Allemagne et l'Italie représentent 60% des ventes textiles

totales à destination de l'Union européenne, et les indicateurs du secteur ont continué de s'améliorer au cours des huit premiers mois de 2023, les exportations ayant connu une croissance de 10,1% en dinars (6480,6 millions de dinars) et de 6,9% en euros (1934,6 millions d'euros) par rapport à la même période en 2022, enregistrant un taux de couverture équivalent à 135%. La Tunisie est le seul fournisseur de l'Union européenne parmi les dix premiers, qui a enregistré une croissance de ses exportations vers cet espace au cours du premier semestre de cette année. Les départements du ministère s'efforcent de promouvoir davantage le secteur en augmentant le taux de production et en poussant les exportations vers de nouveaux marchés à la lumière des changements technologiques et de l'industrie intelligente 4.0, qui dépend principalement de l'industrie propre, de la réduction des émissions de carbone et de la maîtrise de la consommation d'énergie.

In African Manager

POUR ÉLARGIR LES OPTIONS DE FINANCEMENT DE SES ENTREPRISES

La Gambie prévoit de lancer un marché boursier

Pour lever des fonds, les entreprises gambiennes comptent essentiellement sur des emprunts bancaires à des taux qui peuvent atteindre 20%, malgré la création par la Banque centrale et les banques locales d'un Bureau de crédit permettant un échange d'informations sur les antécédents de crédit des clients. La Gambie prévoit de lancer sa première bourse de valeurs mobilières afin d'élargir les options de financement

pour ses entreprises, a rapporté Bloomberg, lundi 9 octobre, citant le second gouverneur adjoint de la Banque centrale, Paul Mendy.

«La Bourse qui sera baptisée Capital Market of The Gambia commencera ses opérations à la Banque centrale [...] et n'aura pas de directeur général pour aider à maintenir les coûts bas», a déclaré M. Mendy, indiquant que le nouveau marché boursier améliorera les options

dont disposent les entreprises pour lever des fonds. Pour se financer, les entreprises comptent essentiellement sur des emprunts à des taux d'intérêt très élevés, qui peuvent aller jusqu'à 20 %, malgré la création par la Banque centrale et les banques locales d'un Bureau de crédit permettant un échange d'informations sur les engagements financiers et les antécédents de crédit des clients des établissements bancaires.

«L'architecture financière de la Gambie est limitée depuis l'indépendance. Elle n'est pas en mesure de répondre aux besoins financiers et économiques du pays et de ses citoyens, pour une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté», avait reconnu le ministre gambien des Finances, Seedy Keita, dans un discours prononcé le 29 septembre dernier.

In Agence Ecofin

CAN/PHASE DE POULES

Walid Sadi : «Nous avons hérité d'un groupe piège»

Le président de FAF s'est enquis à Bouaké en Côte d'Ivoire des conditions de séjour et de préparation : état de la pelouse du stade Bouaké où l'Algérie devra affronter ses adversaires en phase de poules ainsi que de l'hébergement.

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, a déclaré samedi que l'équipe nationale avait hérité d'un "groupe piège" à la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier - 11 février), tout en prévenant contre tout excès de confiance. "Nous avons hérité d'un groupe piège, toutes les équipes se valent et vont bien se préparer pour le tournoi. Nous allons gérer match par match. Au premier tour, nous aurons trois finales à disputer. Nous devons éviter les erreurs du passé comme ce fut le cas à la CAN-2022 au Cameroun", a affirmé à l'APS le premier responsable de la FAF. L'Algérie, dont il s'agit de la 20^e participation, évoluera dans le groupe D en compagnie du Burkina Faso, de la Mauritanie, et de l'Angola. Les "Verts" entameront la compétition le lundi 15 janvier face à l'Angola au stade de la Paix à Bouaké (21h00), avant de défier le Burkina Faso le samedi 20 janvier à Bouaké (15h00), puis la Maurita-



nie le mardi 23 janvier, toujours à Bouaké (21h00). "Il n'y a plus d'adversaires faciles à la CAN, nous devons rester vigilants, en abordant nos matchs avec le maximum de concentration. On se souvient tous de ce que la Sierra Leone nous a fait endurer lors du premier match au Cameroun (0-0, ndlr)", a-t-il ajouté. Après avoir assisté au tirage au sort de la CAN-2023, effectué jeudi soir au Palais des expositions à Abidjan, le président de la FAF s'est déplacé à Bouaké pour préparer le séjour des "Verts" pendant le tournoi continental. "J'étais agréablement surpris par l'état de la pelouse du stade de la Paix à Bouaké, la meilleure du pays. Sur ce point-là, je suis soulagé. Concernant l'hébergement, je me suis rendu à la Cité CAN, construite sous forme de villas, qui devait nous accueillir pendant la compétition, mais nous avons opté

pour un plan B, car j'ai estimé que cet hébergement n'offrirait pas une concentration optimale. Alors, nous avons réquisitionné tout un hôtel, pas loin du stade, pour l'ensemble de la délégation algérienne, qui sera mise dans les meilleures conditions. "Interrogé sur le programme de préparation pour la CAN 2023, Sadi a confirmé le déroulement d'un stage d'acclimatation qui sera effectué dans un pays voisin de la Côte d'Ivoire, comme l'a révélé le sélectionneur national Djamel Belmadi lors de sa dernière conférence de presse tenue le dimanche 8 octobre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. "Effectivement, il y aura un stage d'acclimatation dans un pays qui sera désigné plus tard, peut-être en Guinée-Equatoriale ou au Ghana. Cela va permettre aux joueurs de s'habituer au climat d'autant qu'à cette période de l'année il

fera froid en Europe. Nous sommes en pleine discussion pour tout arrêter. Le coach aura un rapport détaillé avant de trancher." Et d'enchaîner : "Au cours de ce stage, il y aura probablement deux à trois matchs amicaux de préparation dans le cadre d'un tournoi international." L'Algérie s'est qualifiée haut la main pour la CAN-2023, en dominant le groupe F avec 16 points en six matchs devant la Tanzanie (8 pts), également qualifiée, l'Ouganda (7 pts) et le Niger (2 pts). Les nations qualifiées ont été réparties en six groupes de quatre équipes chacun. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifient pour les 8^{es} de finale de cette 34^e édition, qui se déroulera dans cinq villes ivoiriennes : Abidjan, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro et San Pedro.

R.S.

MATCH AMICAL EGYPT-ALGÉRIE

Premier entraînement de la sélection algérienne de football à Al Ain

La sélection algérienne de football a effectué samedi soir son premier entraînement sur le terrain du centre Cheikh Benzayed, en prévision de son match amical face à son homologue égyptienne, prévu lundi au stade Hazaa-Bin-Zayed d'Al-Aïn (20h00, 17h00 heure algérienne), dans le cadre de ses préparatifs en vue des deux premières journées des qualifications de la Coupe du monde 2026 prévues en novembre. Les Verts ont débuté leur journée du

samedi par un réveil musculaire à la mi-journée, suivi d'une séance vidéo, avant de passer au déjeuner, indique la Fédération algérienne de football (FAF). En fin d'après-midi, le rutilant bus habillé en l'honneur de la sélection algérienne a emmené l'équipe au terrain du centre Cheikh Benzayed pour le premier galop d'entraînement à Al Ain. La séance d'entraînement (18h00) a été précédée par une zone mixte où le nouveau venu Yasser Larouci

et Saïd Benrahma se sont prêtés aux questions des journalistes, alors que le coach national Djamel Belmadi a donné une flash-interview à On Time Sports, l'un des diffuseurs officiels du match Egypte-Algérie. L'entraînement débute par le rituel exercice de jonglage suivi de gammes physiques et des ateliers techniques, avant de laisser place à des toros en trois groupes. A 19h25, le coach a invité une partie de l'équipe à une opposition

de six contre six sur un carré qui a duré une dizaine de minutes, puis à une autre série d'opposition avec les grands butes et les gardiens, en cinq manches. Le reste de l'effectif s'est adonné à quelques étirements, avant que les joueurs ne passent à la cryothérapie une fois arrivés à l'hôtel. Les coéquipiers de Riad Mahrez effectueront une autre séance d'entraînement ce dimanche soir de 18h15 à 19h15.

APS

LIGUE 1 MOBILIS :

L'USMA, ENFIN UNE VICTOIRE, BONNE POUR LE MORAL

L'USM Alger s'est imposée face à l'USM Khenchela (3-0), mi-temps (0-0), en match disputé samedi au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda, pour le compte de la mise à jour de la 2^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. Tout s'est joué en seconde période. Benzaza a ouvert le score à la 67^e minute avant que Bouziane ne fasse le break deux minutes plus tard (69^e). Aït El-Hadj a donné plus d'ampleur à la victoire des siens dans le temps additionnel (90'+3). Il s'agit du premier succès pour l'USMA qui met fin à une mauvaise série de deux défaites de rang. En revanche, l'USMK concède son premier revers de la saison, après avoir aligné trois victoires de rang. Le club de Soustara jouera un dernier match de mise à jour le mardi 24 octobre en déplacement face à l'ES Sétif. Vendredi, le CR Belouizdad a renoué avec la victoire en allant s'imposer chez le promu, l'US Souf, (3-0), pour le compte de la mise à jour de la 1^{re} journée. Le Chabab a ouvert le score par Meziane (16^e) avant que Bousouf et Benguit ne concrétisent la domination de leur équipe en ajoutant deux buts avant la pause, respectivement à la 43^e et 45'+1 minute. A la faveur de ce succès, le quadruple champion d'Algérie en titre, qui restait sur une défaite à domicile face à l'USMK (2-3), s'est hissé à la 7^e place en compagnie du CS Constantine et du MCE El-Bayadh avec 6 points chacun. Le club de Laâquiba disputera un dernier match de mise à jour, le mardi 24 octobre, en déplacement, face au Paradou AC. En revanche, l'USS retombe dans ses travers lui qui restait sur une victoire remportée en déplacement face à l'autre promu, l'ES Ben Aknoun (1-0).

Résultats de mise à jour: (1^{re} journée): US Souf - CR Belouizdad 0-3 (2^e journée): USM Alger - USM Khenchela 3-0. APS

CYCLISME

NESRINE HOUILI, PREMIÈRE CYCLISTE ALGÉRIENNE QUALIFIÉE AUX JO

La jeune Oranaise Nesrine Houili (19 ans) a composé son billet pour les Jeux olympiques 2024 de Paris (France), devenant ainsi la première cycliste algérienne qualifiée au plus grand événement sportif de la planète, a-t-on appris dimanche de la Fédération

algérienne de cyclisme (FAC). L'internationale de 19 ans, qui évoluait à l'AS Naftal Oran depuis 2019, sous la direction du coach Mohamed Bessayeh, avait rejoint l'équipe allemande CANYON- SRAM au mois de décembre dernier., une formation créée en 2002. La jeune Oranaise qui avait entamé sa carrière à l'âge de 13 ans, dans le club de sa ville natale, le Nasr Tlélat, compte déjà plusieurs titres continentaux et arabes à son actif. Quatorze athlètes algériens ont d'ores et déjà composé leur billet aux JO 2024 dont le processus de qualification est toujours en cours : boxe (5 athlètes), athlétisme (3 athlètes), tir sportif (3 athlètes), gymnastique (1 athlète), cyclisme (2 athlètes), selon le bilan présenté par le Comité olympique et sportif algérien (COA).

APS

RUI ALMEIDA, NOUVEL ENTRAÎNEUR DE LA JS KABYLIE :

« MON PREMIER OBJECTIF, GAGNER LE PROCHAIN MATCH CONTRE L'ESS »

Le nouvel entraîneur en chef de la JS Kabylie, le Portugais Rui Almeida, a annoncé, ce samedi que son « premier objectif » en tant que coach des Canaris sera de « remporter le prochain match », prévu dans la soirée du vendredi 20 octobre courant, au stade du 8-Mai-1945 de Sétif, contre l'Entente locale.

« On va commencer à travailler dès maintenant, pour préparer l'équipe en prévision de la prochaine journée de Ligue 1 (ndlr : la 5^e), et avec l'objectif d'être le plus compétitif possible pour gagner », a déclaré le technicien de 54 ans, lors de la cérémonie de la signature de son contrat, ayant suivi sa nomination à la barre technique kabyle, en remplacement du coach Youcef Bouzidi. Rui Almeida, qui a dirigé plusieurs clubs français de Ligue 2, dont le Red Star, Bastia, Troyes et Caen, sera secondé dans sa tâche par Pedro Miguel Mimoso Duarte en tant qu'entraîneur adjoint et Sergio Mauricio Querido comme préparateur physique. « Nous sommes conscients de ce que représente ce prestigieux club. Nous sommes optimistes quant à la capacité d'atteindre les objectifs fixés par la direction du club et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour être à la hauteur de cette tâche », a-t-il ajouté.

APS

DES ARTISTES PLASTICIENS EXPRIMENT
LEUR SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE
PALESTINIEN

ART ET RÉSISTANCE

Des artistes plasticiens algériens ont dénoncé les agressions et les crimes de l'occupant sioniste contre le peuple palestinien sans défense et le silence mondial face au génocide et aux déplacements forcés dont il est victime, exprimant à travers leurs pages sur les réseaux sociaux leur solidarité absolue avec le peuple palestinien et sa lutte pour la liberté et la patrie.



Le sculpteur Abdelghani Chebbouche a exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien «résistant» en partageant de nombreux poèmes du poète palestinien Mahmoud Darwish, qui chantent la terre et la patrie et dénoncent l'occupant sioniste brutal, dénonçant en même temps les pratiques des sionistes en Palestine en général et dans la bande de Gaza en particulier», soulignant que l'Etat occupant «est une entité entièrement bâtie sur le fanatisme religieux et l'extrémisme aveugle».

De son côté, le plasticien Abderrezak Hafiane a partagé plusieurs peintures plastiques louant la vaillante lutte du peuple palestinien pour la liberté et son

droit à reconquérir sa patrie, à l'instar de deux de ses œuvres intitulées «Ghaza» et «Déplacement», dénonçant «les meurtres, les destructions et les déplacements pratiqués par l'entité sioniste contre le peuple palestinien» ajoutant qu'en tant qu'artiste, il n'a qu'être solidaire avec la juste cause palestinienne

avec son pinceau et son art» L'artiste plasticienne Djahida Houadef a également exprimé sa profonde douleur et sa tristesse face aux agressions sionistes contre le peuple palestinien sans défense, déclarant son soutien à la Palestine et dénonçant en même temps la désinformation pratiquée par les médias occi-

dentaux sur l'opinion publique «au point de «faire du bourreau sioniste une victime», appelant dans ce contexte «le monde et l'humanité tout entière à agir pour mettre fin à cette agression criminelle et à cette guerre injuste».

La galerie d'art «Diwaniya Art Gallery» du plasticien Hamza Bounoua a condamné et dénoncé les crimes sionistes commis contre le peuple palestinien sans défense, annonçant «sa pleine solidarité avec la cause palestinienne et le peuple palestinien, victime d'un véritable génocide». «On est de tout cœur avec vous, à travers notre art, nos prières et notre plume», a-t-on ajouté.

I.Med/agence

«GRIS», DE LA COMPAGNIE «TEATRO TUYO»,
OUVRE LA 12^E ÉDITION

Les Cubains en force à Béjaïa

La 12e édition du festival international du théâtre de Béjaïa s'est ouverte samedi soir en faisant la part belle à la compagnie Cubaine «Teatro Tuyo» pour dérouler sa nouvelle pièce, intitulée «Gris», présentée comme un réquisitoire contre la pollution environnementale d'une part et d'autre part comme une supplique pour une prise de conscience collective. Subtilement mise en scène, dans un style empruntant essentiellement au cinéma muet, la chronique fait place à trois clowns, emmitoufflés en permanence dans des costumes gris, qui passent leurs temps, tantôt à s'extasier des merveilles de la nature, appréciant tout particulièrement les voltiges des papillons et le gazouillis des oiseaux, tantôt à se morfondre dans la détresse, au croisement d'effet polluants qui, au-delà des souillures qu'ils génèrent, assombrissent l'éclat de celle-ci (la nature) et lui font perdre ses couleurs au profit d'une ambiance grise, monochrome. L'alerte sur le respect de la planète y est évidente, mais présen-

tée sans discours moralisateur, de façon ludique et exquise, servie de surcroît par un jeu d'acteurs fascinant, performant et magnifié par une charge d'humour absolument désopilante. A la fin de la représentation, le public, égaré parfois dans certaines séquences du spectacle, faute de dialogue et de supports explicatifs, s'est levé, néanmoins, dans un bel élan pour applaudir les comédiens, auteurs d'une performance inouïe. Le spectacle a été un succès évident, augurant de la suite de cette manifestation conçue dans sa «programmation éclectique, colorée, populaire, accessible mais exigeante», expliquera le commissaire du festival, Slimane Benaïssa, qui promet d'autres surprises, dans les prochains spectacles, en provenance d'Italie, Egypte, Syrie, Tunisie, Sénégal et Congo. La cérémonie d'ouverture a été entamée par un hommage et une solidarité des festivaliers au peuple palestinien dans sa lutte pour la liberté et le recouvrement de ses territoires spoliés.

I.M./agence

TOILES DÉDIÉES
À LA FEMME ET LA
MÉDINA À L'EXPOSITION
«CONFLUENCE»

Croisement créatif de courants artistiques

Le vernissage de l'exposition collective «Confluence», regroupant les œuvres des artistes plasticiens, Abderrahmane Kahlane, Samia Cheloufi et Ahmed Salah Bara, a été inauguré, à Alger, dans un élan créatif uni autour des thématiques de la «Femme algérienne» et de la «Médina». Visible jusqu'au 30 octobre à la Galerie Frantz-Fanon de l'Office Riadh El Feth (OREF), «Confluence», ou «Le Concerto chromatique», comme surnommé par les organisateurs, est une «création d'ensemble dans l'harmonisation des tons et du temps» qui met en valeur l'Imaginaire créatif, célébrant la richesse du patrimoine culturel algérien dans ses dimensions, ancestrale et contemporaine. Présents avec une vingtaine de toiles chacun, les artistes ont conçu leurs rendus dans des formats grands avec un croisement de courants artistiques pour Abderrahmane Kahlane et dans les préceptes de l'Ecole du Figuratif-Naïf pour Samia Cheloufi et Ahmed Salah Bara, déployant tous les trois, un savoir-faire varié de techniques, à l'instar de, l'acrylique, la Craie grasse, le feutre, le collage ou encore, la technique mixte. Dans une vision novatrice au regard frais, Abderrahmane Kahlane restitue au visiteur dans un

élan original et singulier, l'antique dans des formes revisitées empreintes de modernité, à travers des œuvres évoquant essentiellement, le patrimoine, la spiritualité, la tradition ancestrale ou encore la Casbah d'Alger, à travers ses constructions et ses portes. Parmi les pièces exposées, «Traditions», «Casbah perchée», «Se perdre pour mieux se retrouver», ou encore «Hommage à Zohra», ainsi que d'autres toiles restituant des maisons de la Casbah d'Alger qui se soutiennent entre elles. L'intensité des couleurs utilisées, à l'instar du «vert» et de l'«orange» vifs, ou encore du bleu, cette belle couleur, fruit d'une longue recherche réalisée à base de pigment azur, ont donné de l'éclat aux toiles de Abderrahmane Kahlane, cet artiste plasticien accompli, initié dès son jeune âge à l'art. Voyageur dans

l'âme, ses multiples escapades lui ont permis de rencontrer de nouvelles cultures, d'acquérir de nouvelles visions et de réaliser des dizaines de travaux et d'expositions qu'il a présenté en Algérie et à l'étranger, dont, récemment, «Couleurs et mémoires» et «Dixart». Son travail demeure toujours une quête insaisissable du beau sous toutes ses formes. Pimpante et joviale, Samia Cheloufi se pose en gardienne des traditions et des valeurs ancestrales qu'elle déploie généreusement dans un mélange de couleurs qui obéit à une démarche déterminée et qui ne l'empêchera pas de répercuter sur ses toiles la bonne humeur et le sourire qui l'habitent et ne la quittent jamais. Lumineuses et débordante de bonté, de joie et de bien-être, les œuvres de Samia Cheloufi se dressent tel un miroir qui

réfléchit toutes les bonnes ondes qu'elle dégage et qui permettent au visiteur, dans un élan d'apaisement et de félicité de se refaire.

«Ars Errih», «Djenane Lalla Samia», «Trio oriental», «Ode aux fleurs», «Bnet khalti Bahia», «Bab Lehna», «Medina 8», «The Pink Medina», «Koum tara», «Ya M'rayti», «Kenza», ou encore «La demeure du Sultan», sont autant de poésies muettes de Samia Cheloufi, une artiste prolifique qui invite à un voyage onirique.

Biologiste de profession, Ahmed Salah Bara est issu d'une famille d'artistes, où sa mère notamment, décoratrice d'ustensiles et de pièces fabriquées en argile et au contact de la terre à la recherche de nouveaux tons de couleurs dans les cantons les plus éloignés de Souk Ahras, a eu un rôle prépondérant dans la maturation de son regard de jeune artiste et l'accomplissement de sa personnalité de plasticien. De 1994 à 2023, Ahmed Salah Bara, fervent défenseur du patrimoine culturel algérien, n'a cessé d'enchaîner les travaux et les expositions en Algérie et à l'étranger (la Tunisie notamment). «Mariage à Souk Ahras», «Les femmes d'Alger», «Les deux danseuses», «Fleurs blanches», «Charme, Convoitise et Jalousie», «Les trois sœurs», «Le vase et la fleur blanche», «La serveuse de thé», ou encore «Femmes de Ghardaia», figurent parmi les toiles d'Achmed Salah Bara qui restituent judicieusement dans des couleurs vives et en harmonie, des situations de vie où la femme et le patrimoine sont au centre de tous débats.

L'exposition collective «Confluence» est organisée par l'artiste-plasticien, Abderrahmane Kahlane, en collaboration avec la Galerie Frantz-Fanon de l'Office Riadh El Feth.

I.Med

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BEJAIA
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION
NIF: 099008019001536

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°35/2023
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

La Direction de la santé et de la population de la wilaya de BEJAIA, lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales, portant

PROJET «Acquisition d'équipements médicaux de plateaux techniques (rx, Labo et dentaire) au profit des EPSP (Tazmalt, El kseur, Bejaia, Adekar, Seddouk, Sidi Aich, Aokas et Kherrata) Wilaya de Bejaia.» Répartis en 03 Lots distincts susceptibles d'être attribués séparément :

- LOT N°01 : F/P IMAGERIE MEDICALE.
- LOT N°02 : F/P EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE.
- LOT N°03 : F/P EQUIPEMENTS DENTAIRE.

Conformément à l'article 44 alinéa 02 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public Conformément à l'article 63 de la Loi n° 23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Sont admis à concourir à l'appel d'offre lancé pour l'acquisition des équipements médicaux objet du présent cahier des charges:

- l'activité du registre du commerce est conforme à l'objet du cahier des charges.
- les fabricants, les importateurs, les grossistes et les détaillants disposants d'un Agrément délivré par le Ministère de l'Industrie Pharmaceutique.

- Ayant présenté une (01) attestation de bonne exécution (Équipements médicaux) durant les Huit (08) derniers années et de l'année en cours délivrées par les services contractants publics
- Ayant une moyenne de chiffre d'affaire de 5.000.000,00 DA et plus aux trois derniers bilans financiers Pour le cas des détaillants, il est demandé de joindre un certificat C20 justifiant les chiffres d'affaires réalisés.

NB : l'offre n'ayant pas répondu à une condition énumérée ci-dessus sera éliminée.

- Les entreprises intéressées par ce présent Avis, peuvent se présenter auprès du bureau des investissements et des marchés de la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de BEJAIA, sise à Cité SMINA - wilaya de BEJAIA, pour le retrait des cahiers des charges.

A. DOSSIER DE CANDIDATURE :

1) Déclaration de candidature renseignée, datée, signée, et cachetée par le soumissionnaire;

2) Déclaration de probité renseignée, datée signée, et cachetée par le soumissionnaire),

3) Les documents relatifs au pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise (délégation de pouvoir de signature);

4) Statut de la société,

5) Attestation de dépôt des comptes sociaux délivrée par les services du centre national du registre de commerce CNRC.

* Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires :

a)- Capacités Professionnelles :

- Copie du registre de commerce authentifié par le CNRC, conforme à l'objet du cahier des charges;
- Agrément actualisé délivré par le Ministère de l'Industrie Pharmaceutique.

b)- Capacités Financières :

- Copie des bilans financiers des trois dernières années certifiés par l'administration des impôts; pour le cas des détaillants, il est demandé de joindre dans le dossier de candidature, un certificat C20 justifiant les chiffres d'affaires réalisés

-Références Bancaires (RIB + Attestation de solvabilité bancaire).

C.- Capacités Techniques :

- Moyens Humains : Copie de diplôme des employés déclarés, accompagnés de l'attestation d'affiliation individuelle (CNAS)
- Attestation de mise à jour CNAS et CASNOS
- Références Professionnelles : Copies d'une (01) attestation de bonne exécution (de même nature ou similaire) durant les huit (08) derniers années et de l'année en cours délivrées par les services contractants publics

B. OFFRE TECHNIQUE :

1) Déclaration à souscrire renseignée, signée, cachetée (modèle ci-joint)

2) Une documentation technique (Support papier) : La fiche de renseignements et description techniques de l'équipement(s) proposé(s) et de ses accessoires dûment signée par le gérant (le prospectus ne remplace pas la fiche technique), les prospectus, catalogues originaux et manuels d'utilisation rédigés en français;

3) Cahier des charges daté, cacheté et signé par le soumissionnaire et doit porté la mention manuscrite «lu et accepté»

4) Un mémoire technique comportant

- Un engagement de délai de livraison
- Un engagement de délai de garantie.
- Un engagement de service après vente et de la disponibilité de la pièce de rechange
- Un engagement de délai d'intervention
- Un engagement d'installation et de mise en service des équipements objet du cahier des charges.
- Un engagement garantissant la formation du personnel utilisateur et de maintenance pour un effectif de 3 à 5 (Médecin chef, surveillant médical, responsable de la maintenance et autre) (voir l'article 12 de l'offre financière);

C. OFFRE FINANCIERE :

1. La lettre de soumission dûment renseignée, datée, signée et cacheté par le soumissionnaire;

2. Le Bordereau des prix unitaires dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire;

3. Le devis estimatif et quantitatif renseigné, cacheté, signés et, Complété en chiffres et en lettres.

Les offres constituées d'un Dossier de Candidature, d'une Offre Technique et d'une Offre Financière, sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, accompagnées des pièces citées dans le cahier des charges selon le cas; Article N°07 de l'offre technique et doivent être obligatoirement mises dans une autre enveloppe principale anonyme ne comportant aucune inscription extérieure autre que la mention suivante :

«À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

Appel d'Offres National Ouvert avec exigences de capacités minimales N°35 /2023

«Acquisition d'équipements médicaux de plateaux techniques (rx, Labo et dentaire) au profit des EPSP (Tazmalt, El kseur, Bejaia, Adekar, Seddouk, Sidi Aich, Aokas et Kherrata) Wilaya de Bejaia.» Lot N° :.....

La durée de préparation des offres est fixée à Quinze (15) Jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et/ou dans les quotidiens nationaux.

La date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à 12Heures 00 Mn et devront être déposées auprès de la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de BEJAIA (Bureau des investissements et des marchés), sise à Cité SMINA - wilaya de BEJAIA.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de Trois (03) Mois.

L'ouverture des plis s'effectuera en séance publique le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 13Heures 00 Mn.

L'EXPRESS DU 16/10/2023

ANEP : N° 2316025244



الجمعية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجلفة
دائرة جاسي بحيح
مكتب المصالح
رقم: 23/08

«وصل إلهاري للتأسيس جمعية»

على هامش لقاء 08 من القانون رقم 12/12 المؤرخ في: 12 جويلية عام 2012
الصادق بالمراسم تم التأسيس
الجمعية المسماة: جمعية سراج التعليمية للشباب والمطلوثة
تتألف من: 05 أعضاء
الذين هم: 01 رئيس
02 نائب الرئيس
03 الأمين العام
04 أمين المال
05 نائب أمين المال

الجمعية مسجلة في: 08/10/2023
الجمعية مسجلة في: 08/10/2023

L'EXPRESS

L'Express to quizzifier

4 pages

1. L'Express to quizzifier

2. L'Express to quizzifier

3. L'Express to quizzifier

4. L'Express to quizzifier

جمعية سراج التعليمية الثقافية للشباب والمطلوثة
جاسي بحيح ولاية الجلفة

أعضاء المكتب التنفيذي

الرقم	الاسم واللقب	الوظيفة في الجمعية
01	جعون عيسى	الرئيس
02	هيول احمد	نائب الرئيس
03	طيباوي بلقاسم	الأمين العام
04	بن صمار كمال	أمين المال
05	جعرون وليد	نائب أمين المال

L'EXPRESS DU 16/10/2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Sétif
Daira de guenzet
Commune de guenzet
NIF 098419415157904

Avis de l'attribution provisoire

conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentielle N15-247 du 16-09-2015

portant réglementation des marchés public et délégations de services public.

le P/APC de Guenzet informe l'ensembles des soumissionnaires ayant participer a la consultation concernant l'opération: Etude et Réalisation Des Vestiaire Au Stade Communale De Guenzet- lot Réalisation

Annoncer l'attribution provisoire de projet évoqué ci-dessus a l'entreprise qui a présenter le meilleur offre en terme d'avantage économique - offre la plus basse financier parmi les offres qualifier techniquement suivant les résultats de l'évaluation et de l'analyse des offres techniques et financiers.

N	Entreprise	Montant de l'offre avant la correction en TTC	Montant de l'offre après la correction en TTC	Délai de réalisation	Les critères de sélection
01	مؤسسة الإنشغال الصومية الكبرى والري والبناء في مختلف مراحل فرمات ليريس	18.065.390.00 DA	18.065.390.00 DA	300 jours	L'offre le moins disant qualifie techniquement

les autres soumissionnaires peuvent consulter les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières et contacter le bureau municipal des marches publics dans un délai n'excédant pas 03 jour , a compter du premier jour de publication de cette annonce .

les soumissionnaires disposent d'un délai de dix(10) jours, a compter de la date de publication de la présente annonce , pour introduire leurs recours devant la commission communale de recours, conformément a l'article 82 de décret présidentiel -15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et délégations de services public.

L'EXPRESS DU 16/10/2023

ANEP : N° 2316025250

Sur page Facebook: L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

CHINE

Pékin organise le troisième forum des Nouvelles routes de la soie les 17 et 18 octobre

La Chine va organiser à Pékin son troisième forum des Nouvelles routes de la soie auquel plusieurs dirigeants étrangers devraient participer, pour échanger sur ce vaste projet d'infrastructures du géant asiatique.

Les Nouvelles routes de la soie (projet dont l'appellation officielle est «La Ceinture et la Route» et l'acronyme anglais

est BRI, Belt and Road Initiative) sont un ambitieux projet lancé sous l'impulsion du président chinois Xi Jinping il y a dix ans. Il vise à améliorer les liaisons commerciales entre l'Asie, l'Europe, l'Afrique et même au-delà par la construction de ports, de voies ferrées, d'aéroports ou de parcs industriels. Le troisième forum des Nouvelles routes de la soie se tiendra les 17 et 18 octobre à Pékin, a annoncé mer-

credi la diplomatie chinoise. Le président russe Vladimir Poutine a annoncé qu'il participerait à ce sommet, dont les dates n'ont été confirmées que mercredi par la Chine. Des représentants de plus de 130 pays sont attendus. Depuis la visite de Xi Jinping au Kremlin en mars dernier, Moscou et Pékin prônent un renforcement de leur coopération économique et militaire dans le cadre d'une amitié

officiellement qualifiée de «sans limites». Les précédents forums des Nouvelles routes de la soie s'étaient tenus en 2017 et 2019. Plus de 150 pays adhèrent à ce projet. Les Nouvelles routes de la soie ont généré quelque 1.900 milliards d'euros de contrats dans le monde, selon un document publié mardi par le gouvernement chinois.

In Sud Ouest

DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Hong Kong, «rampe de lancement» des entreprises européennes vers la Chine

Des entreprises françaises et britanniques envisagent d'ouvrir prochainement des bureaux à Hong Kong, rapporte le «South China Morning Post» qui relaie les propos du ministre des Finances hongkongais au terme de sa récente tournée des capitales européennes. C'est la plus importante délégation commerciale hongkongaise à visiter l'Europe depuis la crise sanitaire : 130 représentants des milieux d'affaires de la cité ont successivement fait escale à Paris, Londres, Berlin et Francfort au cours d'un voyage de dix jours, avec à leur tête le ministre des Finances, Paul Chan Mo-po. «Au cours de nos échanges avec des entreprises, nous avons appris qu'elles étaient très intéressées par le développement de leurs activités à Hong Kong», a notamment indiqué le ministre, sans citer nommément aucune entreprise. Des chefs d'entreprise français et britanniques auraient déjà pris langue avec le nouveau bureau ouvert en décembre dernier à Hong Kong, chargé d'attirer entreprises et investisseurs étrangers. «Le bureau s'est entretenu avec plus de 200 entreprises basées en Chine, en Asie du Sud-Est, en Europe et en

Amérique du Nord. Les secteurs concernés comprennent les biotechnologies, la santé, l'intelligence artificielle et les datas, ainsi que les nouvelles technologies de l'énergie.» «Le rôle de Hong Kong en tant que porte d'entrée et tremplin vers le continent asiatique est évident. J'encourage [les entreprises françaises et britanniques] à accélérer et à étendre leur développement à Hong Kong», a déclaré Paul Chan Mo-po, qui a précisé qu'environ 650 entreprises britanniques et 360 entreprises françaises sont basées à l'heure actuelle à Hong Kong. Selon le ministre, le laboratoire suédo-britannique AstraZeneca, qui dispose déjà d'une succursale à Hong Kong, devrait en outre y ouvrir prochainement un centre de recherche et développement. AstraZeneca a également signé des accords avec la Hong Kong Science and Technology Parks - une société publique créée pour favoriser l'innovation et le développement technologique - afin de développer des start-up biomédicales en liaison avec les universités et les hôpitaux de la région de la Grande Baie.

In Courrier International

UNIVERSITÉS BRITANNIQUES
LE MANQUE DE FINANCEMENT
MENACE LA QUALITÉ
DE L'ENSEIGNEMENT

Au Royaume-Uni, les universités, y compris les plus prestigieuses, manquent cruellement d'argent. Une situation dont les étudiants sont les premières victimes, alerte «The Wall Street Journal», qui pointe notamment le recours de plus en plus systématique aux cours en ligne.

C'est un rapport de la chambre des Lords publié ce mois-ci qui l'affirme : le système de financement des universités britanniques est défaillant. Une trentaine d'établissements ont perdu de l'argent lors de la dernière année universitaire et le nombre d'universités en difficulté pourrait tripler au cours de l'année qui débute. Une situation qui n'est pas sans conséquences sur la qualité de l'enseignement, constate The Wall Street Journal. «Bien que les universités britanniques soient toujours globalement considérées comme les meilleures du monde après les universités américaines, elles chutent dans neuf des treize critères évalués dans le classement du Times Higher Education, notamment en ce qui concerne la réputation internationale des enseignements et de la recherche.» Inscrite en biologie à l'université d'York - l'une des vingt-quatre universités du Russell Group, considérées comme les meilleures -, Isabelle Cory, 19 ans, est déçue. Sur les six cours qu'elle a dû suivre en première année, cinq ont été dispensés en ligne, les étudiants ayant souvent affaire à des cours préenregis-



Universités britanniques : le manque de financement menace la qualité de l'enseignement

trés et n'ayant que rarement l'occasion de rencontrer leurs professeurs. Cette année, la moitié de ses cours seront encore dispensés à distance et en différé. «Pour joindre les deux bouts, les universités rognent sur tout, les budgets de la recherche, le salaire des enseignants, les places de dortoir - et elles ont davantage recours aux cours en ligne», explique le quotidien américain, qui souligne que les établissements les plus prestigieux - comme Cambridge, Oxford, le King's College ou l'Université de Birmingham - ne sont pas épargnés. Le problème vient, selon le Wall Street Journal, du plafonnement des frais de scolarité acquittés par les étudiants britanniques. Depuis 2012, ils n'ont augmenté qu'une seule fois : en 2017, ils sont passés de 9 000 livres (soit 10 390 euros) par an à 9 250 livres (10 679 euros) - soit une augmentation de 2,8 %. S'ils avaient suivi l'inflation, ils devraient s'élever aujourd'hui à près de 14 000 livres (16 160 euros). D'où la priorité accordée aux étudiants étrangers qui, quant à eux, ont

vu leurs frais de scolarité grimper en moyenne jusqu'à 23 750 livres (27 422 euros) en 2022 (contre 18 000 livres en 2017). La proportion d'étudiants étrangers de premier cycle dans les universités du Russell Group est passée de 16 % il y a cinq ans à 25,6 % aujourd'hui. Il n'empêche que si le gouvernement ne se décide pas à intervenir, même les établissements les plus prestigieux risquent de se retrouver dans une situation financière délicate, laquelle se traduira par une nouvelle dégradation de la qualité de l'enseignement et de la recherche, déplorent de nombreux responsables. Or, souligne le Wall Street Journal, la santé de l'enseignement supérieur britannique - «qui compte onze universités parmi les cent meilleures du monde, dont trois se classent dans les dix meilleures» - a un impact «considérable» non seulement sur l'avenir de la sixième économie mondiale «mais aussi sur les progrès de la recherche dans le monde».

In Courrier International

MUSÉE VAN GOGH D'AMSTERDAM

LES POKÉMON SÈMENT LE «CHAOS»

L'institution néerlandaise a annoncé samedi 14 octobre avoir dû arrêter la distribution d'une carte Pokémon en série limitée à l'effigie du peintre Vincent Van Gogh. Celle-ci avait déclenché une frénésie de spéculation et perturbé la quiétude du musée. L'initiative visait à séduire un public jeune. Elle a rapidement viré au «chaos», rapporte Dutch News. Le musée Van Gogh d'Amsterdam a annoncé samedi 14 octobre avoir dû arrêter la distribution d'une carte Pokémon en série limitée inspirée du célèbre

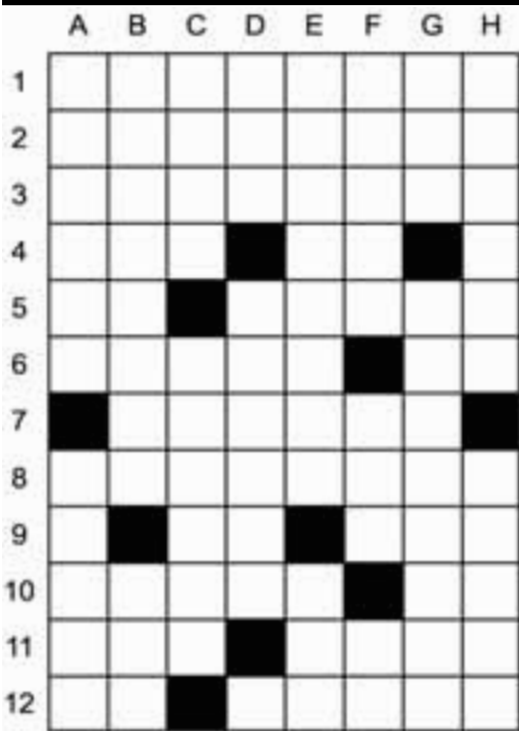
peintre impressionniste après que celle-ci a déclenché une frénésie de spéculation, avec reventes à des prix exorbitants, et provoqué des bousculades au musée. Lancée en grande pompe en septembre pour marquer le 50e anniversaire du musée, la collaboration avec Pokémon comprenait des expositions montrant les liens entre l'œuvre de Vincent Van Gogh et «l'art et la culture japonaise». La carte était distribuée à l'issue d'un jeu de piste organisé dans les salles du musée pour les jeunes visiteurs.

«Certaines personnes, y compris des enfants, ont tenté d'utiliser de faux billets de musée ou d'autres formes de tromperie pour rentrer dans le musée autant de fois que possible dans le but soit de faire une descente dans la boutique de cadeaux, soit de collecter davantage de copies de la carte promotionnelle Pikachu», a affirmé une source proche du musée au site NL Times. Tous les jours, des gens se rassemblaient devant l'institution culturelle en «brandissant de l'argent liquide et en propo-

sant d'acheter la carte à collectionner aux visiteurs au moment où ils sortaient du musée. Cela virait même parfois au harcèlement», raconte le média néerlandais. Les cartes étant en nombre limité, les collectionneurs acharnés sont prêts à payer des sommes énormes pour les obtenir. «Pikachu au chapeau en feutre gris» a changé de mains pour des centaines de dollars, l'une des cartes étant même partie sur eBay pour la somme astronomique de 6 969 dollars.

In Courrier International

Mots Croisés



- HORizontalement**
- A. Des boutons servant de condiment. Raclai le fond.
 - B. Patrimoine transmis. Sa pointe est parfumée.
 - C. Entourage des pupilles. Préparation de la viande.
 - D. Entrée de répertoire. Police parallèle.
 - E. Flûtes de forme ovoïde. Un air d'Algérie.
 - F. Un homme parfois isolé. Réfute. Elle est ronde au ciel.
 - G. Au-dessus de. Être à l'écoute.
 - H. Bois précieux. Faire avancer la barque.

- VERTICALEMENT**
- 1. La dame de Shanghai.
 - 2. Base pour amateurs de coucous.
 - 3. L'école des premiers écrits.
 - 4. Thymus de veau. Niveau de gamme.
 - 5. Un mot qui en entraîne un autre. Attaquée à la base.
 - 6. Symbole de Noël. Initiales pieuses.
 - 7. Courtois.
 - 8. Arbre à fleurs ou à fruits.
 - 9. Actinium. La grande école.
 - 10. Être en colère. Décimètre.
 - 11. Le cri de qui a mal. Râpeux en bouche.
 - 12. Sujet masculin. Freiner brutalement.

LES MOTS FLÉCHÉS

PARODIE
GRANDE CONFUSION

D'UNE DOUCEUR DE LICHIEUSE
NOUS

ENROBAGE DE MAKI
HAMEAU CRÉOLE

ABJECT
ÇA SENTEND SUR LE COURT

ACARIEN NUISIBLE
UNE TROTTE À LONDRES

ÉTERNEL IL EST
BONNES À RIEN

ANTI-DOULEUR
CADEAU DE PER-
VENCHE

DÉSIRE
ASSOM-
BRIES

PETITE ALOUETTE DES BOIS

DÉCOU-
RONNE

IL FAIT PARTIE DE L'EF-
FECTIF

MÈRE D'UN JEUNE PRINCE

ASSEZ SCABREUX

CHEF DE TRAIN
BASE DE BIEN DES RAGOÛTS

BASE D'HYPOTHESE
PRESQUE À L'EST

LA VILLE DU MÉMORIAL
POILS DE LA BÊTE

DURETÉ DE TON
STRIE

EN FAIT DES TAS
MUSER OU RÔDER

COM-
MENCE LE PREMIER
ADVERBE

FALAISE
CŒUR D'HOMMES ET DE FEMMES

RÉTABILIT L'ORDRE
ÉCRIVAIN AMÉRI-
CAIN

FOURRÉS PIQUANTS
IL SERA BON À BÂTER

IL Y A DES POURRIS PARMIS EUX

BALLON D'ESSAI OU ESSAI DE BALLON

SA LONGUEUR DÉPEND DU TEMPS



SIDOKU

9			1	5				
4	7						6	5
6	1		7			8	9	2
7		2			4			
		4	9	6	7	3		
			3			7		8
5	4	9			1		3	7
2	8						1	4
				7	2			9
1	2	3	4	5	6	7	8	9

MOTS MÊLÉS

BARBUE	CADUQUE	CIBLE	DEBUT	DERAPE	DOYEN	ELFE	ENJAMBEE	FERROUTER
FIFRE	FJORD	LIPIDE	OISON	OLIVE	OPIUM	OPTIQUE	PATINOIRE	PREDICTIF
PROVINCE	QUEL	SUIVANT	SURIMI	SUTURER	TABLEE	YACHTING		
E	P	A	R	E	D	E	N	D
G	E	A	E	U	U	O	E	O
N	E	S	T	Q	S	B	Y	F
I	B	E	U	I	U	E	R	I
T	M	D	O	T	N	E	L	A
H	A	I	R	P	U	O	L	V
C	J	P	R	O	I	R	I	L
A	N	I	E	U	J	U	E	R
Y	E	L	F	E	S	F	M	R

L'ALGÉRIE ACCUEILLERA TOUS LES MATCHS DE LA SÉLECTION PALESTINIENNE DE FOOTBALL

L'Algérie accueillera tous les matchs officiels et non officiels de la sélection palestinienne de football aux éliminatoires de la Coupe du monde 2026 et de la Coupe d'Asie des nations 2027, a annoncé hier un communiqué de la FAF. « En exécution des directives des hautes autorités du pays et suite à la demande formulée par le président de la Fédération palestinienne de football, M. Jibril Rajoub, l'Algérie a

décidé d'accueillir tous les matchs de la sélection palestinienne et de prendre en charge tous les frais liés à ces événements », lit-on dans le communiqué de la FAF. L'Algérie accueillera dès le 21 novembre prochain un premier match qui opposera la sélection palestinienne à l'Australie dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2026, a assuré la même source.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//LUNDI 16 OCTOBRE 2023 // N°662 // PRIX 20 DA

LE CHEF DE L'ETAT L'A ORDONNÉ HIER LORS DE LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES
Un «Conseil des ministres spécial» pour examiner le projet de loi de finance 2024

Tebboune a estimé prioritaire de mettre en œuvre des projets à dimension stratégique en vue de stimuler l'économie du pays, en tenant compte des perturbations auxquelles le monde est confronté actuellement.



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du projet de loi de finance pour l'exercice 2024 et d'exposés relatifs aux secteurs de l'Intérieur, de l'Enseignement supérieur, de l'Agriculture, de la Poste et des Télécommunications et des Travaux publics. A cette occasion, le chef de l'Etat a ordonné que le projet de loi de finance 2024 soit examiné, avec la précision voulue, lors d'un Conseil des ministres spécial et que le texte tienne compte de toutes les décisions qui ont été prises lors des réunions du Conseil des ministres, que ce soit dans le volet social, économique, ou en matière de préservation de la

souveraineté du pays en ne recourant pas à l'endettement extérieur, est-il souligné dans le communiqué sanctionnant la réunion du Conseil des ministres. Tebboune a en outre estimé prioritaire de mettre en œuvre des projets à dimension stratégique en vue de stimuler l'économie du pays, en tenant compte des perturbations auxquelles le monde est confronté actuellement. Le projet de loi de finance 2024 doit, est-il ajouté dans le communiqué, préserver le pouvoir d'achat des citoyens, face à la hausse des prix constatée sur les marchés internationaux, conséquence de l'extension de l'instabilité dans le monde. En ce qui se rapporte à la création de nouvelles wilayas déléguées dans le sud et les hauts plateaux, le prési-

dent de la république a ordonné de poursuivre le projet sous la direction du ministre de l'Intérieur, en coordination avec le reste des secteurs concernés, outre le fait que de nouvelles wilayas déléguées soient créées ultérieurement dans le nord du pays. Tebboune a souligné que cela a pour objectif de généraliser le développement local, de créer des espaces économiques et de réduire le fardeau administratif pesant sur le citoyen. Pour ce qui est de la formation et de la recherche scientifique dans le domaine de l'hydrogène vert, le chef de l'Etat a apprécié la démarche de l'Université algérienne visant à développer les spécialisations dans le domaine de la formation et de la recherche scientifique en matière d'hy-

drogène vert. Tebboune a demandé à ce qu'une stratégie globale, qui soit en mesure de suivre le rythme de développement scientifique et technique que connaît le monde, soit mise en place, en coopération avec des pays possédant une expérience de pointe dans ce domaine vital. Concernant l'amélioration de la connexion d'Internet, le président de la république a demandé au gouvernement de continuer à travailler davantage pour obtenir une plus grande qualité en matière de débit d'internet et pour élever le niveau de services désiré dans des secteurs vitaux, tels que l'enseignement supérieur, l'éducation, la finance, la banque et d'autres domaines économiques. Il a également souligné l'importance d'assurer une protection maximale du réseau de connexion, en tenant compte de la question de la cybersécurité, et de réfléchir sérieusement, dès à présent, à l'exploitation de la technologie satellitaire pour fournir le service Internet.

Youcef Salami

MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961, UN CRIME IGNOBLE À L'ENCONTRE DES ALGÉRIENS



Des participants à une conférence organisée hier par le Forum du journal Ech-Chaâb, sous le titre "17 Octobre, une commémoration de la lutte des travailleurs à l'exil", ont affirmé que les massacres français à l'encontre des Algériens ayant participé aux manifestations du 17 octobre 1961 à Paris, représentent "un crime d'Etat" ignoble à l'encontre de civils sans défense qui ont exercé un droit mentionné dans les chartes internationales des droits de l'homme. Intervenant à cette occasion, le chercheur dans le mouvement national, Amar Rekhila, a estimé que le crime à l'encontre des Algériens a débuté avec la décision d'imposer un couvre-feu, en dépit du fait que les lois doivent s'appliquer à tous et non à certains citoyens. "La riposte est venue de la part du Front de libération nationale (FLN), par l'organisation de marches pacifiques pour briser cette interdiction, mais la répression française a été

sauvage et irraisonnée, à travers un carnage commis à l'encontre des Algériens par les mains de la police, de la gendarmerie et de l'armée françaises", a-t-il affirmé. Ainsi, des centaines de personnes ont été jetées dans la Seine, ligotées les unes aux autres en les chargeant de poids à même de les faire noyer, alors que des personnes ont été arrêtées, rassemblées puis massacrées, portant le bilan à 1 800 martyrs, sans oublier plusieurs personnes qui ont été déplacées dont certaines jetées au large", a-t-il encore rappelé. Cette hécatombe, aussi cruelle soit-elle, a cependant montré que les Algériens établis en France étaient tout aussi engagés que leurs frères en Algérie, a-t-il fait observer, rappelant les mouvements politiques nés au sein des travailleurs immigrés en France pour ne citer que l'Etoile nord-africaine et leur contribution financière à la cause.

Y.B.

FOIRE DU LIVRE DE FRANCFORT :

La cérémonie de remise de prix à une écrivaine palestinienne déprogrammée

La cérémonie de remise du prix à l'écrivaine palestinienne Adania Shibli prévue à la Foire du livre de Francfort en Allemagne a été reportée, en raison de la "guerre à Ghaza en territoires palestiniens occupés", selon l'association littéraire allemande Liptrom, organisatrice du prix. La décision a été prise conjointement avec l'auteur du livre, Adania Shibli, indique un communiqué de Liptrom. La cérémonie avait pour but de célébrer le roman ayant remporté le LiBe-raturpreis 2023, un prix de littérature allemande décerné chaque année à un auteur d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine ou du monde arabe et présenté à la

Foire du livre de Francfort, l'un des plus grands rassemblements mondiaux de l'industrie de l'édition. La nouvelle a suscité l'ire de l'Union des écrivains arabes. Plusieurs écrivains et maisons d'édition arabes ont, d'ailleurs, annulé leur participation boycottant ainsi la foire, parmi eux figure l'écrivain algérien, Said Khatibi. La polémique autour du roman a commencé cet été en Allemagne lorsque Ulrich Noller, journaliste du jury du Litprom, a démissionné suite à la décision d'attribuer le prix de littérature au roman de Mme Shibli. Critique littéraire de Die Tageszeitung, un journal allemand de gauche, a relancé le

débat cette semaine accusant le livre de dépeindre « l'État d'Israël comme une machine à tuer », bien que d'autres critiques allemands aient fait l'éloge du roman. Adania Shibli est née en Palestine en 1974. Elle vit entre Jérusalem et Berlin. Titulaire d'un doctorat de l'Université de Londres-Est, elle enseigne la culture visuelle et la philosophie. Elle est, également, journaliste. Elle a écrit plusieurs romans, pièces de théâtre, nouvelles et essais. Elle a été distinguée à deux reprises par le Prix du jeune écrivain de l'année, de la Fondation Abdel Mohsin Qattan en 2001 et 2003.

R.C.

AÉROPORT 8-MAI-1945 DE SÉTIF SAISIE DE 24 900 EUROS NON DÉCLARÉS

Les agents de la brigade des Douanes algériennes de contrôle des voyageurs de l'inspection divisionnaire de l'Aéroport international 8-Mai-1945 de Sétif ont saisi un montant de devise étrangère non déclarée de 24 900 euros, a indiqué hier un communiqué de ce corps constitué. « Dans le cadre de l'exercice des missions du corps des Douanes algériennes de contrôle du mouvement et bagages des voyageurs et de la mise en œuvre de la législation sur le change et le mouvement des capitaux de et vers l'étranger, les agents de la brigade des douanes de contrôle des voyageurs relevant des services de l'inspection divisionnaire à l'Aéroport international 8-Mai-1945 de Sétif ont saisi un montant de devise étrangère non déclarée de 24 900 euros », a précisé le communiqué. Ce montant a été découvert lors d'une fouille corporelle, ajoute la même source, soulignant qu'après l'accomplissement des procédures légales, un dossier a été constitué à l'encontre du mis en cause qui a été déféré devant les instances judiciaires compétentes.

Y.B.

